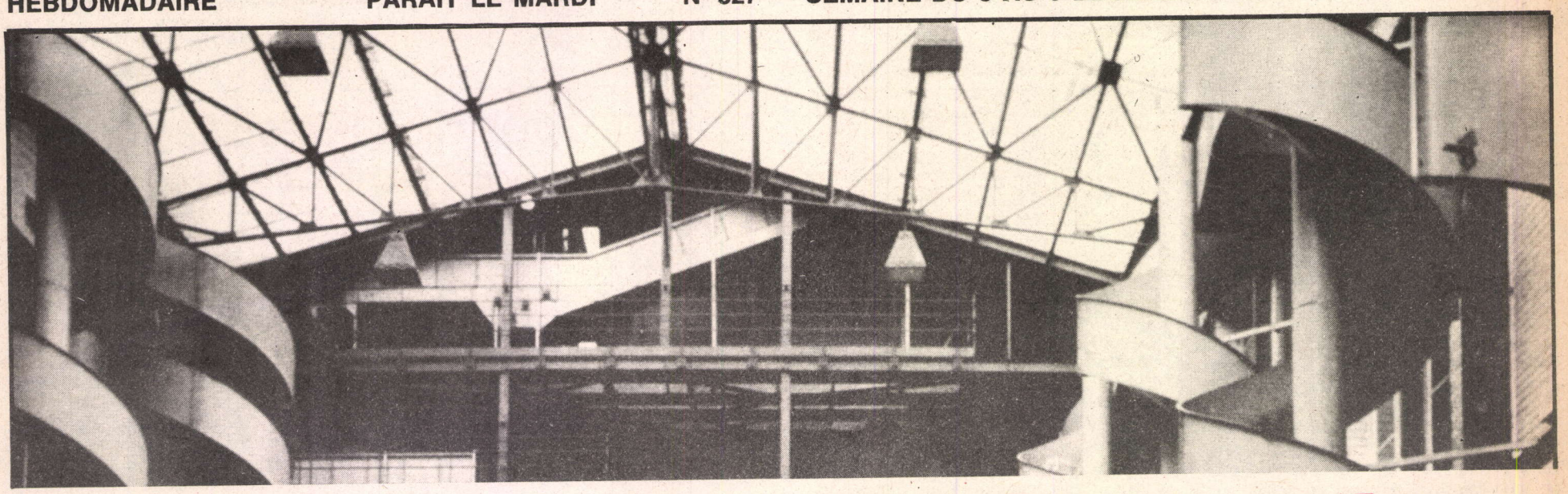
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 327 — SEMAINE DU 3 AU 9 DECEMBRE 1974 — PRIX : 2 F



Les leçons de la grève des postiers

revue de la presse d'extrême-gauche

La politique extérieure de L'URSS

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **(supplément au numéro 248) titre en grand sur toute la première page :** « Hors de France, Brejnev, chef de file des sociaux-impérialistes russes ! ».

En arborant la bannière du socialisme, les nouveaux tsars soviétiques, qui se conduisent de façon très abominable, s'évertuent à contrôler les pays est-européens, à disloquer l'Europe occidentale et à en expulser les forces américaines pour mettre le continent entier sous leur coupe et établir leur position de suzerain dans cette région. Tout en envoyant des troupes en renfort en Europe et accentuant leur menace militaire vis-à-vis de l'Europe occidentale, ils s'efforcent de donner une apparence de « détente » à cette partie du monde pour endormir les pays ouest-européens et favoriser son invasion éventuelle. Leur opposant une lutte du tac au tac, l'impérialisme US a fait l'impossible pour réajuster les rapports euro-américains et stabiliser le bloc de l'OTAN dans le dessein de consolider sa position en Europe occidentale, de juguler l'expansion soviétique et de s'infiltrer davantage dans les pays est-européens. L'Europe est demeurée depuis longtemps le théâtre de lutte et de confrontation violentes entre les deux super-puissances que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique.

La tactique du social-impérialisme soviétique consistant à faire du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest et à créer la détente fictive tout en pratiquant l'expansion réelle en Europe a été de plus en plus mise à découvert par les pays ouest-européens. L'opinion publique de l'Europe occidentale a souligné que « la répartition des troupes soviétiques montre que le fer de lance de son offensive stratégique est toujours dirigé contre l'Occident ». L'Union soviétique fait tout son possible en Europe pour élargir les « avantages acquis grâce à son réarmement accéléré ». Elle s'évertue à « empêcher l'indépendance de l'Europe de l'Ouest et envisage de construire une Europe de l'Ouest selon sa propre volonté ».

La tendance à lutter conjointement contre l'hégémonisme, particulièrement contre la menace militaire de l'Union soviétique, qui s'est manifestée dans les pays ouest-européens, ne cesse de se renforcer.

Après cela, il ne reste plus à l'Humanité Rouge **qu'à préconiser l'alliance avec tous les partisans de l'indépendance française et européenne. Ils ont le choix, cela va de Le Pen à Giscard d'Estaing !**

« Prendre un nouveau départ » **sans programme clair, sans ligne définie, sans conception précise de l'organisation, voilà qui n'est pas un gage de continuité et de sérieux pour l'avenir et qui nous promet encore bien des « autocritiques », des changements de ligne et des effondrements...**

A propos de la Résistance et du PCF

front rouge

Sous le titre « Non, le parti de Marchais n'a plus rien à voir avec les résistants communistes », **on peut lire dans** Front Rouge **(n° 133 du 21 novembre) :**

Dans sa réponse à Duclos, au Sénat, Poniatowski a tenu des propos ignobles sur l'attitude des communistes pendant la Résistance, en prétendant qu'il n'y avaient pas participé avant juin 1941, date de l'agression de l'Allemagne contre l'URSS. C'est une injure à tous les militants communistes qui, dès les premières heures de l'invasion nazie, malgré la répression conjointe de la bourgeoisie française et de la Gestapo, se dressèrent pour organiser la lutte contre l'occupant. Dans ces conditions particulièrement difficiles, pratiquement isolés, sans directives du fait de l'arrestation des principaux dirigeants, spontanément des communistes, de plus en plus nombreux, engagèrent la lutte contre l'armée allemande et la milice de Vichy. (...)

Le P « C » F est particulièrement gêné pour répondre aux attaques de Poniatowski. Malgré sa mise en scène, gerbes et minutes de silence sur les lieux où sont tombés les frères communistes de la Résistance, il peut difficilement le masquer : on n'a pas vu dans **l'Humanité** de photo de Marchais participant à ces cérémonies. Comment Duclos, qui participa à la Résistance, peut-il justifier la conduite méprisable de son secrétaire général partant en Allemagne nazie pour travailler dans une usine d'avions militaires, à une époque, décembre 1942, où des milliers et des milliers de communistes sont déjà morts au combat ? Comment justifier les propos de Marchais prétendant que : **« On ne savait pas grand-chose... Les tortures, les camps de concentration, nous n'en savions rien, à ce moment là » ?**

Que peut dire Duclos sur tous les communistes qui ont résisté, alors que la plupart ont quitté le P « C » F ou ont été exclus, écœurés, et révoltés par la remise des armes, la participation au gouvernement de De Gaulle, par le reniement de l'idéal de la révolution, de Staline... Il n'y avait au XXI[e] Congrès du P « C » F que 6,5 % d'adhérents d'avant la Libération.

Non, le parti de Marchais n'a plus rien de commun avec le Parti Communiste de la Résistance, le « Parti des Fusillés ».

Comme quoi on trouve toujours plus nationaliste que soi !

Voilà Marchais et Duclos doublés, sur la « Résistance », par Front Rouge.

Et l'internationalisme dans tout cela ?

"La Cause du peuple" reparaît

la cause du peuple J'ACCUSE

Après un an d'interruption, La Cause du peuple **(n° 1 de novembre 1974) vient de reparaître et se livre à l'autocritique :**

POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES DES « MAOS ».

Quand en septembre 1968 nous avons fondé la « Gauche Prolétarienne », nous sommes partis avec deux idées : prolétarisation, militarisation. Par la suite, en 1969-1970, les actions de « Nouveaux Partisans » ont fait éclater les contradictions de classe et ouvert des perspectives nouvelles à la révolution dans les pays capitalistes développés. Nous avons lutté pour l'autonomie ouvrière contre l'esprit syndicaliste qui divise le peuple, capitule face à l'ennemi, respecte la hiérarchie et la légalité. Nous avons popularisé les formes les plus efficaces de lutte, celles aussi qui éduquent les masses et les préparent à la révolution : cassages de gueule des petits chefs, sabotages, séquestrations, « grandes lessives » des bureaux. (...)

Le revers de la médaille est que la combativité, sans l'idéologie prolétarienne, peut être un aspect de la mentalité de « hors la loi » ou de baroudeur gauchiste. On avait tendance à recruter n'importe qui, la volonté de se battre étant le seul critère. Le résultat fut l'afflux d'éléments déclassés, voire lumpen, qui ont introduit un style de travail déplorable caractérisé par : 1) la répugnance à effectuer un travail prolongé dans les masses pour consolider sur le plan politique et **organisationnel** les résultats acquis au cours des luttes ; 2) l'absence de discipline, de méthode, de sens des responsabilités (bref, la pagaille) ; 3) l'impatience et la tendance à jeter son va-tout dans chaque bataille considérée comme devant décider de la guerre, avec pour conséquence l'usure rapide des militants.

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En un sens d'ailleurs, nous ne proposons rien, car nous ne venons pas avec un programme et une ligne tout faits. Ceux-ci seront le fruit d'une élaboration collective à laquelle participeront tous les anciens camarades qui n'ont pas mis la clef sous le paillasson. Nous ne leur demandons pas de nous faire confiance mais de **se** faire confiance, en se lançant, par exemple, dans la bataille pour que **La Cause du Peuple** réponde vraiment aux besoins des masses. De même, **l'organisation que nous voulons édifier sera ce que vous, les militants maos, en ferez. (...)**

Les camarades, révoltés contre l'autoritarisme de la direction et des petits cadres, ont eu raison en un sens d'applaudir à la dissolution parce qu'elle leur permettait enfin de réfléchir par eux-mêmes et de résoudre avec initiative les problèmes concrets de la lutte des classes sur leur lieu d'implantation. Que leurs aspirations aient été exploitées et détournées par le courant anarchisant-liquidateur ne les rend pas moins légitimes. Nous leur demandons maintenant d'enregistrer le constat de faillite de Pierre Victor et compagnie pour prendre un nouveau départ.

Le Portugal

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **(n° 680 du 21 novembre) écrit, sous le titre** « Comment défendre la révolution portugaise ? » **:**

Dès lors n'est-il pas clair que la meilleure voie pour briser toute nouvelle tentative de la réaction, ce serait l'expropriation des monopoles qui contrôlent encore l'économie portugaise, l'expropriation des grands propriétaires terriens et la remise de la terre à ceux qui la travaillent, le contrôle des organisations des travailleurs sur la production, les échanges et les mouvements de capitaux ?

Quel est l'obstacle à ces mesures, invoqué par Cunhal lui-même dans une interview au **Monde** il y a quelque temps ? Le programme du MFA, qui est aussi le programme du PPD, parti bourgeois de l'actuelle coalition gouvernementale, parti qui a trempé dans la tentative du coup d'Etat de Spinola et qui n'attend que l'occasion de recommencer.

Qu'en conclure ? Qu'il faut rompre avec ce programme, rompre avec le PPD, rompre avec les officiers réactionnaires auxquels le MFA sert de paravent. Qu'il faut réaliser l'unité de la classe ouvrière, bien sûr dans les usines et sur le plan syndical comme le dit encore Cunhal, ce qui implique le renforcement du puissant mouvement des comités d'usine, mais surtout dans un gouvernement des partis ouvriers, PCP et PSP.

Evidemment, Informations Ouvrières **a trouvé la solution miracle pour toutes les circonstances, la réponse à tous les problèmes : au Portugal, comme ailleurs, un gouvernement PC-PS. Mais** Informations Ouvrières **aurait sans doute bien du mal à expliquer comment ce gouvernement se résoudrait à accomplir la tâche que** Informations Ouvrières **fixe elle-même : l'expropriation de la bourgeoisie.**

En fait, un tel gouvernement ne saurait être un rempart contre un retour de la réaction. La bourgeoisie peut faire appel à lui pour défendre ses intérêts et tant qu'elle estime qu'il peut lui être utile.

La seule garantie possible pour les travailleurs portugais, c'est un degré plus grand d'organisation et de conscience politique, c'est justement qu'ils perdent leurs illusions dans les directions du PS et du PC. Il faut bien avouer que la politique d'Informations Ouvrières **n'y contribuerait guère.**

LES LEÇONS DE LA GRÈVE DES POSTIERS

et lire également nos articles en pages 6 et 7.

APRES cinq semaines de grève, les postiers ont repris le travail sans que le gouvernement cède sur leurs salaires. Voici terminée l'une des premières batailles de la crise, livrée par les travailleurs contre le gouvernement de la vie chère.

Les postiers n'ont pas remporté la victoire sur le plan de leurs revendications et de leurs salaires. Mais la minorité combative des centres de tri ne reprend pas la tête basse. Quant aux travailleurs des autres professions, de la fonction publique et du secteur privé, ils ont suivi avec sympathie la grève des postiers et la conclusion de cette bataille ne les décourage pas.

Mais il est très important pour nous tous de nous demander pourquoi les travailleurs des tris postaux ne l'ont pas emporté.

Est-ce parce qu'ils n'ont pas tenu assez longtemps ? Est-ce parce que l'ensemble des employés des postes ne se sont pas mis eux aussi en grève ? Est-ce parce qu'ils n'ont pas reçu de renforts des autres secteurs de la fonction publique et en particulier des cheminots ? Est-ce parce que les autres travailleurs de la fonction publique et du privé n'ont pas été assez conscients de ce qui était en jeu, que les grévistes des centres de tri représentaient dans cette lutte l'avant-garde des travailleurs et qu'un succès des postiers serait un succès et un encouragement pour tous, alors qu'une défaite serait un recul pour tous aussi.

Est-ce parce que les centrales syndicales ont donné trop tôt l'ordre de la reprise ? Parce qu'elles n'ont pas été jusqu'au bout des possibilités de la grève et parce qu'elles n'ont pas tenu à toute la classe ouvrière le langage qu'il aurait fallu tenir pour transformer sa solidarité de cœur en solidarité de fait ?

Ce sont là des questions essentielles pour les luttes à venir. Car il y aura d'autres batailles. Car la hausse des prix continue. Car le chômage s'accroît. Car le niveau de vie des travailleurs se dégrade chaque jour. Car la détermination des patrons se trouve, elle, renforcée par l'issue de cette grève. Alors, il importe pour tous les travailleurs de penser à ces conflits que l'avenir proche nous réserve inéluctablement. Il importe de savoir si nous aurons la détermination voulue pour livrer ces batailles tous ensemble et pas en ordre dispersé. La détermination, la résolution d'aller jusqu'au bout, c'est en effet ce qui nous est le plus nécessaire. Car nos adversaires ne sont pas des gens honnêtes mais mal informés, dont il suffirait d'attirer l'attention sur notre sort. Ils n'ignorent ni nos conditions de travail, ni nos fiches de paie. Ce sont eux qui en décident. Ce sont eux qui organisent l'exploitation pour leur plus grand profit. Ces gens-là ne connaissent que la force. Et quand nous n'utilisons pas la nôtre, ils se servent de la leur, celle de leur Etat, de leurs flics, de leur argent et de leurs journaux aux ordres, contre nous !

Alors, si nous voulons vaincre, il nous faut être plus décidés qu'eux et agir solidairement. La grève n'est pas une partie de plaisir, ce n'est pas non plus l'affaire de spécialistes. C'est une épreuve de force qui demande la participation active et résolue de tous les travailleurs. On ne fait pas la grève en restant chez soi et en écoutant la radio et la télévision débiter leurs mensonges habituels sur la prétendue reprise. La seule façon de savoir où l'on en est, c'est de participer à l'organisation de la grève, à sa conduite ainsi qu'aux décisions qui s'imposent.

Et cela aussi demande détermination et conscience. Mais c'est là le fond du problème. Ou bien nous laissons l'initiative aux patrons et ils nous ramèneront vingt ans en arrière, ils réduiront notre niveau de vie à celui des années noires de l'après-guerre. Et cela voudra dire, pour tous les travailleurs, l'insécurité, des conditions de travail aggravées, une nourriture inférieure, une seule pièce chauffée par logement, les heures d'attente et d'entassement dans les transports en commun et, par-dessus tout cela, la morgue et le mépris des patrons. Ou bien nous refuserons cet avenir qu'on veut nous réserver, mais alors nous engagerons des batailles contre cette droite qui est, dit-on, la plus bête du monde et qui en est fière, fière jusqu'à la provocation.

Voilà le choix que nous avons. Mais si nous sommes vainqueurs, il y aura en plus la joie de montrer à tous ces pantins ce que nous pensons d'eux, la joie de leur faire rentrer leur mépris dans la gorge et de leur arracher la puissance qu'ils utilisent si mal, la crise actuelle en est la preuve.

Arlette LAGUILLER.

sommaire

EN FRANCE

● Politique intérieure

Page 4
— Avortement : une loi libérale et limitée.
— Giscard à la recherche de ses godillots.
Page 5
— La lutte des paysans en Loire-Atlantique.
— Il y a quinze ans, la catastrophe de Malpasset.

● Dans les entreprises

Page 6
— Comment s'est effectuée la reprise dans les PTT.
Page 7
— La tactique des organisations syndicales.
Page 12
— La lutte dans les hôpitaux.
— Un secteur en grève illimitée chez Norton.
— Grandin : vers la liquidation ?
Page 13
— La situation chez Citroën.
Page 14
— Echos des entreprises.
Page 15
— Nous donnons un avertissement à la direction de Westhinghouse.
— La nouvelle politique économique de l'EDF.
— A Renault-Flins : débrayage contre le travail le samedi.

DANS LE MONDE

Pages 8 et 9
— Il y a quarante-cinq ans, la crise de 1929.
Pages 10 et 11
— Le peuple palestinien en lutte pour ses droits.
Page 20
— L'Ethiopie à l'heure des militaires.

DIVERS

Page 16
— **Livres : La police en miettes,** de James Sarrazin. Télévision. Mots croisés.
Page 17 et 18
— Feuilleton : **Le dernier civil,** d'Ernst Glaëser.
Page 19
— Cinéma : **Borsalino and Co.**
— Tthéâtre : **La bande à Glouton ; Harold et Maude ; La nostalgie camarade.**

A L'ORTF : L'ÉTAT-PATRON AU-DESSUS DE SES PROPRES LOIS

(Ph. Fotolib)

AU moment même où Giscard tenait des propos rassurants, « au coin du feu », aux travailleurs, la police investissait les locaux de l'ORTF pour expulser les grévistes venus demander des comptes à Marceau Long.

Décidément, le seul trait de sincérité dont fit preuve le président, ce soir-là, fut bien ce « *Vous aurez peine à le croire* » qu'il ne put s'empêcher de glisser dans ses déclarations de bonnes intentions. Il n'y avait pas que le feu de bois et la cheminée qui étaient feints ce soir-là...

Et si le gouvernement se vante d'un projet de loi qui vise à dissuader les patrons de procéder abusivement à des licenciements collectifs, il faut croire que l'Etat-patron n'a pas de tels scrupules à l'intérieur de sa propre maison où règne l'état d'exception. Ici, on est encore plus expéditif qu'ailleurs. On ne s'est guère embarrassé des formes légales. L'ORTF veut licencier 2.500 journalistes et employés ? C'est très simple : on change ses statuts juridiques, on supprime l'Office, que l'on fait éclater en sept nouvelles sociétés,... et on y réembauche individuellement les membres du personnel. Les laissés-pour-compte ne sont pas « licenciés » mais tout simplement « non répartis », et le tour est joué. Pour faire place nette, les moyens les plus hypocrites sont utilisés. C'est ainsi qu'une militante syndicale raconte : « *Moi, on m'a demandé ma préférence, car j'étais réclamée dans trois nouveaux services. Je n'ai pas dû donner la bonne réponse car, depuis, plus de nouvelles...* »

Dans une entreprise d'Etat, le gouvernement procède donc aux manœuvres les plus illégales qui soient. Il n'est même plus question « d'arbitrage », de consulter le Comité d'entreprise, puisque l'éclatement de l'entreprise en sept morceaux l'a fait disparaître. Comme c'est simple. Un patron privé qui licencierait avec une telle désinvolture à l'égard des normes légales serait, en principe, passible de poursuites et de sanctions judiciaires. Pas l'ORTF. Et, en la matière, l'Etat donne des leçons aux patrons de combat les plus acharnés. Tout a été bon. Pour sélectionner les journalistes, on a établi pour chacun une « note » ou plutôt deux : l'une jugeant ses aptitudes professionnelles passées (ce n'est pas la plus décisive), une autre jugeant, tenez-vous bien, ses aptitudes professionnelles... futures ! Jusqu'à présent, seule l'Espagne franquiste pratiquait la « notation » des journalistes. Les petits prodiges d'imagination de la censure française y ont ajouté la note des aptitudes *futures*. Alors, comme par hasard, parmi les 261 « non répartis » dans les sept départements, on trouve quelque deux tiers de syndicalistes.

Les journalistes de l'ORTF ont peut-être eu tort ces dernières semaines de ne pas soutenir assez les grévistes des PTT. Ils ont sans doute eu bien tort de ne pas dénoncer la campagne d'intoxication contre les grévistes de la fonction publique. Et l'échec de la grève des PTT, ce sont les journalistes de l'ORTF qui ont été les premiers à le payer, et qui le paient plus cher que les postiers eux-mêmes. C'est en effet l'effritement de la grève des postiers qui a donné au gouvernement le culot d'utiliser la police contre l'ORTF. Quand un bataillon de la classe ouvrière perd une bataille, même si celle-ci n'est pas décisive, toute l'armée du travail en paie les conséquences. Les journalistes de l'ORTF font partie de cette armée, même s'ils ne le savent pas toujours eux-mêmes.

Huguette CHEVIREAU.

Solidarité avec Eva Forrest et Antonio Duran

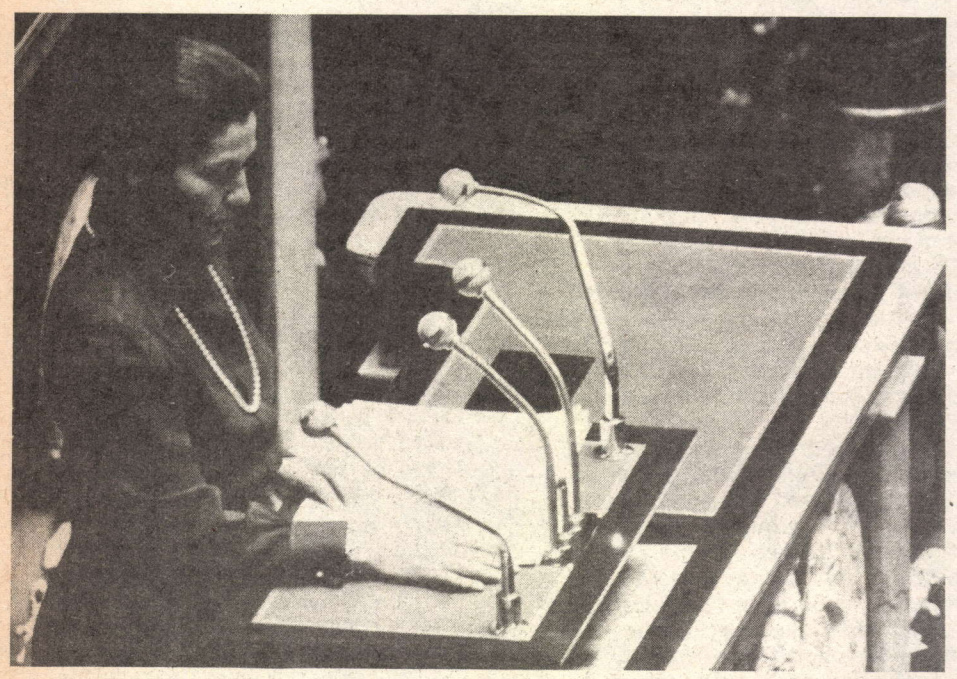
Le 13 septembre dernier, un attentat à la bombe faisait seize morts dans une cafeteria de Madrid, dans le quartier de la Puerta del Sol, habituellement fréquentée par les policiers de la Sûreté générale. Bien que cet attentat ne soit de toute évidence pas le fait de la gauche et ressemble plutôt à une provocation d'extrême-droite, quinze personnes étaient arrêtées, tous militants de gauche ou d'extrême-gauche. Tous étaient torturés et mis au secret. En deux mois de détention, certains n'ont pas encore vu leur avocat.

Le chef de la police Sainz, qui a participé aux séances de torture, accuse sans aucune preuve les inculpés de complicité dans l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco. Ils risquent une lourde peine de prison. Deux d'entre eux, Antonio Duran et Genoveva Forrest Sastre, risquent la peine de mort. Antonio Duran est maçon, membre des Commissions Ouvrières. Genoveva Forrest Sastre est médecin psychiatre. Tous deux font l'objet d'accusations précises leur imputant une complicité directe dans la préparation de l'attentat contre Carrero Blanco. La police utilise la procédure dite « sumarissimo » : l'instruction est accélérée, l'accusation et le dossier sont inaccessibles, le procès doit se dérouler à huis clos, devant un tribunal militaire, avec sentence exécutoire dans les 48 heures. C'est la même procédure que lors du procès de Burgos en 1970.

Ainsi, alors que tous les milieux politiques de la bourgeoisie espagnole préparent ouvertement une relève à Franco, plus ou moins teintée de libéralisme, la police franquiste continue son œuvre et même l'accentue. Craignant la fin de la dictature, l'extrême-droite, la police et tout l'appareil d'Etat se raidissent encore et cherchent à frapper les forces politiques qui relèvent la tête. Avec Eva Forrest et Antonio Duran, c'est un nouvel « exemple » qu'ils veulent faire, comme pour Salvador Puig Antich en février dernier.

Solidarité avec les prisonniers politiques espagnols ! Non à la condamnation d'Eva Forrest et Antonio Duran !

AVORTEMENT : UNE LOI LIBÉRALE ET LIMITÉE



Mme Simone Veil à la tribune du parlement. (Ph. AFP)

APRES trois jours de débats, l'Assemblée nationale a enfin voté le projet de loi sur l'avortement présenté par le gouvernement. Cependant, le projet gouvernemental (qui s'est voulu dans l'ensemble délibérément en faveur de l'avortement) notamment avec l'article 3, qui n'autorise la femme à demander l'interruption de sa grossesse que jusqu'à la dixième semaine, apparaît dans le détail comme encore plus limitatif que libéral.

Aussi y a-t-il dans le projet un certain nombre de points qui se veulent dissuasifs mais qui ne dissuaderont, en fait, que les femmes issues des milieux les plus humbles, pour lesquelles le seul fait de se rendre compte à temps qu'elles sont enceintes, puis d'entreprendre, toujours en un temps limité, les différentes démarches (demandes d'autorisation écites et orales auprès d'un médecin, obligation de consulter et d'avoir un entretien particulier avec un organisme spécialement agréé), risque de constituer de véritables barrières.

Sans compter que le non-remboursement par la Sécurité sociale constitue de fait une barrière pour les plus pauvres car, même si les frais médicaux d'un avortement utilisant la méthode par aspiration sont minimes (entre 150 F et 200 F, paraît-il), il ne faut pas oublier que le chirurgien reste libre d'utiliser la méthode de son choix et qu'alors le prix de revient d'un avortement peut revenir trois fois plus cher.

Parmi les aspects négatifs de la loi, il en est un particulièrement limitatif, à propos des lieux où pourront être pratiquées les interruptions de grossesse. En effet seuls certains établissements hospitaliers privés ou publics, agréés par le ministère de la Santé, pourront pratiquer des avortements.

Enfin, l'aspect répressif de la loi de 1920 n'a pas totalement disparu, puisqu'il est interdit sous peine de prison de faire de la propagande en faveur de l'avortement. Autrement dit, il est interdit, entre autres, de créer des centres d'accueil et d'information pour permettre d'orienter les femmes les plus démunies moralement et matériellement devant la venue d'un enfant.

Aussi, si on ne peut que se réjouir de ce projet de loi, on ne peut que déplorer son insuffisance.

Mais il est vraisemblable qu'il y aura d'autres batailles à mener — ne serait-ce qu'avant l'adoption définitive de cette loi et la parution des décrets d'application — pour qu'on reconnaisse enfin aux femmes le droit de disposer d'elles-mêmes.

Irène BROSSARD.

GISCARD A LA RECHERCHE DE SES GODILLOTS

LE débat et le vote de la loi sur l'avortement au Parlement viennent de donner lieu à un spectacle peu banal. Du moins peu banal dans les annales de la V[e] République.

Ni De Gaulle, ni même Pompidou, qui avait déjà pourtant plus de tracas que son prédécesseur avec les parlementaires de la majorité, n'eurent jamais besoin des voix de l'opposition pour faire passer un projet de loi auquel ils tenaient, ni ne virent non plus les deux tiers des députés de leur majorité voter contre.

La Constitution reste la même, mais les présidents changent et leur position encore plus. Les députés godillots étaient taillés à la pointure de De Gaulle. Dans ces chaussures, Pompidou nageait déjà pas mal. Giscard, lui, doit se trouver d'autres pantoufles.

Il suffisait à De Gaulle de décider, pour que la majorité, celle de l'UDR en tout cas, suive, qu'elle soit d'accord ou pas. De Gaulle ne tenait pas en effet son pouvoir de cette majorité parlementaire. C'était même tout le contraire. C'était elle qui s'était faite élire grâce à l'appui de De Gaulle.

Ce n'est évidemment pas la même chose pour Giscard. Aucun député ne tient sa place de l'actuel président. Bien plus, aucun n'est assuré non plus de la garder grâce à son appui. Chaque député doit donc songer à défendre ses intérêts propres avant d'appliquer aveuglément la politique du chef de l'Etat. Et ceci est vrai aussi bien des Républicains Indépendants, le propre parti de Giscard, que des UDR. Les premiers ont même voté contre la loi présentée par Simone Veil dans une proportion plus grande encore que les seconds.

La libéralisation de l'avortement heurte tout ce que le pays comporte de réactionnaires et de conservateurs, c'est-à-dire une grande partie des électeurs UDR, réformateurs ou indépendants. Alors, indépendamment même de leurs convictions personnelles — il est évident que nombre d'entre eux mêmes, sont bornés et profondément réactionnaires —, les députés de la droite ne pouvaient pas accepter le projet de loi du ministre de la Santé et se devaient de faire le geste qui satisferait leur électorat réactionnaire.

C'est dans ces conditions que le gouvernement qui les connaissait a présenté quand même ce projet de loi.

S'il l'a fait, c'est d'abord, bien sûr, parce que, après l'agitation qu'il y a eu dans le pays à propos de l'avortement, il ne pouvait pas éluder le problème. Il lui fallait trouver une solution car il ne pouvait laisser bafouer son autorité et la loi par tous ceux qui à travers le pays, médecins ou autres, affirmaient ouvertement qu'ils pratiquaient des avortements. Il fallait sévir ou changer la loi. Dans le contexte actuel il était plus facile de faire le second que le premier.

Mais en présentant cette loi, Giscard a aussi livré une véritable épreuve de force à la droite et à ses députés.

Toutes les précautions oratoires du président et du gouvernement —

...même eux ? (Ph. Fotolib)

« chaque député peut et doit voter suivant sa conscience », « il n'y aura aucune discipline de vote pour les partis de la majorité présidentielle », « ce vote n'est pas une question politique », etc., etc. — n'y changent rien. Au plus, elles ont permis de garder une certaine courtoisie à la dispute. Giscard entendait mettre les députés au pied du mur, les forcer à reconnaître son autorité, à voter contre leur propre opinion et même contre leur intérêt personnel.

Seulement, la différence avec De Gaulle est justement là. Les députés de la majorité — ou du moins la majorité d'entre eux — ont accepté cette épreuve de force, ont refusé de céder, ont voté contre.

Giscard a voulu jouer les De Gaulles. Ses députés UDR, indépendants et réformateurs viennent de lui répondre qu'ils ne lui trouvent aucune qualité pour cela.

Des deux côtés maintenant — celui du président et celui du Parlement — on va probablement s'efforcer de minimiser cette épreuve de force. Aucune des deux parties ne tient à provoquer une crise qui pourrait rendre nécessaires de nouvelles élections. Une telle attitude est d'ailleurs facilitée par l'appui apporté par la gauche qui a permis tout de même au projet de loi de passer et d'être adopté, du moins en première lecture.

Il n'empêche que tous les éléments d'une crise éventuelle sont là. Pour assurer un régime présidentiel, la constitution de la V[e] République et les pouvoirs légaux qu'elle donne au chef de l'Etat ne suffisent pas. Il faut aussi qu'il soit assuré d'une majorité docile au Parlement.

Giscard ne l'est pas. La droite, qui l'a élu, n'est pas prête à accepter son arbitrage. Cela vient de se marquer au Parlement dans le vote de la loi sur l'avortement. Cela se marque également par la campagne de dénigrement entreprise à propos de la vie privée du président, campagne qui n'est pas seulement le fait de journaux étrangers mais à laquelle « La lettre de la Nation », organe de l'UDR, vient d'apporter sa petite note en écrivant : « Que veut le président de la République et qu'a-t-il jamais voulu sauf être là où il est ? Maintenant qu'il y est — et nous y sommes pour quelque chose — nous pouvons bien lui dire que l'Elysée ne se traduit pas « bureau-métro-dodo ». Ce qui est une manière assez directe de signifier à Giscard qu'éventuellement l'UDR est prête elle aussi à le démolir, s'il le faut comme « noceur » ou « coureur de jupons ». Giscard, à la suite de Voltaire, pourrait dire : « Mon Dieu, protégez-moi de mes amis ; mes ennemis, je m'en charge ! »

A moins que l'un ou l'autre ne cède — mais rien ne nous indique dans les événements de la semaine écoulée que l'un ou l'autre y soit prêt — le conflit est presque inévitable entre un président qui veut asseoir son autorité et une droite qui ne lui reconnaît pas le prestige et la carrure pour cela. Ce conflit peut demeurer larvé, fait de coups d'épingles ou de coups bas, auxquels on excelle dans ce milieu. Il peut aussi dégénérer en crise ouverte. Alors, quoiqu'ils n'en veuillent ni les uns ni les autres, l'éventualité d'un retour devant les électeurs n'est peut-être pas aussi éloignée qu'il n'y paraît.

Comment fabriquer des coïncidences

UN jeune Algérien de seize ans, Ladj Lounès, avait été assassiné en août 1973 à Marseille par un policier et d'autres individus encore « inconnus », paraît-il. C'est le frère du jeune homme qui avait, seul, mené son enquête et découvert que l'assassin était un policier.

Eh bien, mais c'est bien sûr une simple coïncidence, ce frère a été arrêté et se trouve inculpé de vol, ainsi qu'un autre de ses frères. Pourquoi ? Sur quelles preuves ? Sur la dénonciation de quatre repris de justice, auteurs de hold-up, qui viennent d'être arrêtés et qui affirment que l'un des frères les a véhiculés en voiture le jour d'un hold-up. C'est tout !

Mais sur d'aussi minces indices le jeune Algérien risque d'être expulsé en Algérie.

Voilà qui viendrait en tout cas à point pour faire disparaître un témoin dans une affaire bien gênante pour la police et pour étouffer un scandale pour lequel seul un petit coin de voile avait été levé !

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. 4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression : Graphie Presse Epinay-sur-Seine

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au : C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

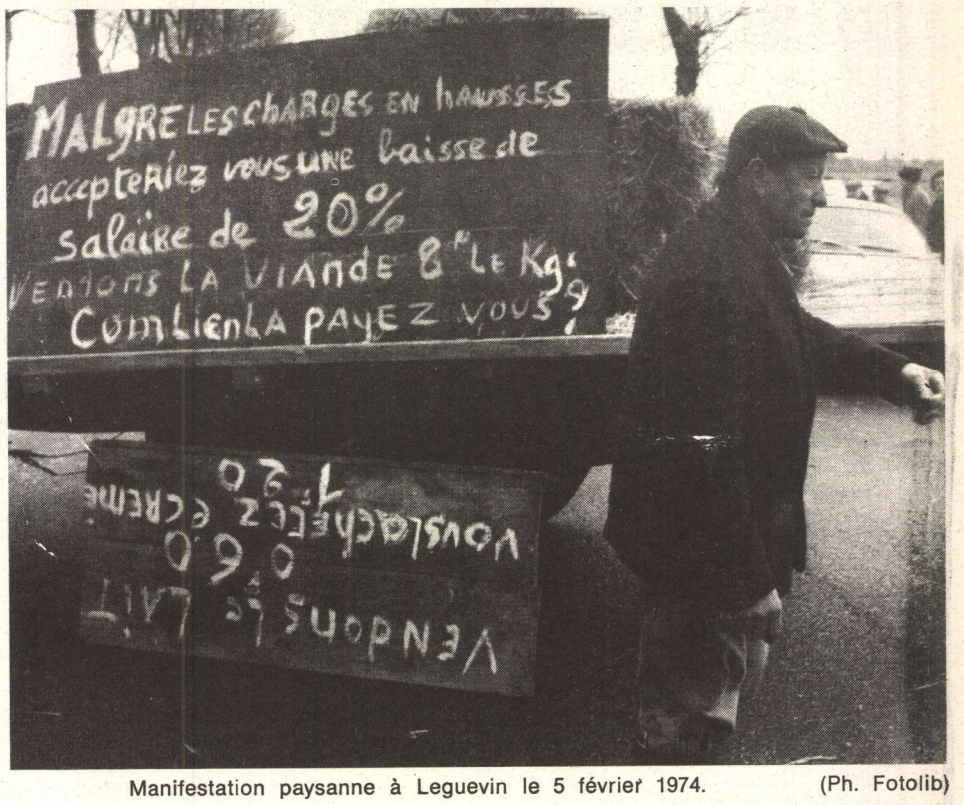
EN LOIRE-ATLANTIQUE, LES PAYSANS EN LUTTE

Manifestation paysanne : à Fougère, le 15 février 1974. (Ph. Fotolib)

A Nantes, mercredi 20 novembre, cinq syndicalistes agricoles comparaissaient devant le juge. Ils étaient accusés de vol et de recel parce que, le 19 juillet dernier, ils avaient, dans le cadre d'une action syndicale, intercepté un camion de viande appartenant à une grande firme et distribué une partie de son contenu aux travailleurs des quartiers populaires. En fait, comme l'a fait remarquer un syndicaliste, ce sont les 3.000 agriculteurs solidaires de cette action qui auraient dû être traduits en justice.

Pendant que se déroulait le procès, 3.000 à 5.000 manifestants tenaient un meeting non loin de là. Aux paysans s'étaient joints des délégations ouvrières et en particulier des grévistes des PTT venus, avec leurs banderoles, soutenir la lutte des paysans contre la répression. Les manifestants étaient là pour dire que les vrais voleurs, ce sont les firmes de la viande. Car elles achètent le kilo de viande à un prix dérisoire au producteur, si bien que le travail des paysans se trouve à peine payé, alors qu'elles le revendent à des prix exorbitants aux consommateurs.

Le pouvoir ne peut pas tolérer que des paysans revendiquent haut et fort. Il entend étouffer le mouvement en réprimant les militants les plus actifs. C'est pourquoi un paysan du Morbihan, syndicaliste actif, est en prison pour avoir, avec ses camarades, arrêté un camion de produits laitiers et distribué son contenu à des ouvriers de Pontivy en grève. C'est pourquoi treize paysans du Finistère, cinq autres de Loire-Atlantique, deux de Vendée attendent eux aussi d'être jugés.



Manifestation paysanne à Leguevin le 5 février 1974. (Ph. Fotolib)

Mais malgré cette répression, les paysans n'ont pas l'intention de se laisser faire. Alors qu'ils étaient rassemblés à Nantes, la police en a profité pour expulser l'un des leurs de la région d'Ancenis, mis à la porte par son propriétaire foncier. La nouvelle arriva en plein meeting et aussitôt les paysans de la région d'Ancenis partaient sur les lieux. Malgré les flics qui avaient barré les routes, les paysans forçaient l'huissier à rendre les clés qu'il avait déjà prises, les camions de déménagement firent demi-tour et les animaux déjà rassemblés furent remis dans leurs prairies. Le fermier menacé d'expulsion resta chez lui avec sa famille. Les manifestants retournèrent à Nantes rejoindre leurs camarades. Devant les flics ou devant les profiteurs de toutes sortes qui s'enrichissent sur leur dos, les paysans ne baissent pas les bras.

Correspondant LO.

Il y a 15 ans, la catastrophe de Malpasset :

solidarité nationale et indemnisation gouvernementale

GISCARD D'ESTAING déclarait, sur un ton doucereux, pas plus tard que la semaine dernière dans son allocution télévisée **« Pour moi, tous les Français sont les mêmes : ingénieurs et éboueurs ; travailleurs manuels et travailleurs intellectuels ; Parisiens et provinciaux ; femmes et hommes ; jeunes et moins jeunes ».** Le refrain est connu. Il nous est chanté par tous les présidents qui se déclarent au service de tous les Français. Et pourtant la population laborieuse est payée — si l'on peut dire — pour savoir qu'il s'agit là de mensonges grossiers. Les exemples foisonnent qui démentent de telles déclarations. Et celui fourni par la façon dont furent indemnisées les victimes de la catastrophe de Malpasset, catastrophe qui, il y a 15 ans, sema la mort et la désolation à Fréjus, en quelques secondes, s'il n'est pas unique, est néanmoins significatif de ce que l'on peut attendre de la sollicitude des gouvernants quand on n'a pas le bonheur d'appartenir à la puissante famille Peugeot ou Michelin.

En effet, le 2 décembre 1959, à 21 h 15, le barrage de Malpasset, au-dessus de Fréjus, se rompait faisant s'écrouler une montagne d'eau et de boue sur la ville de Fréjus. La catastrophe faisait 421 morts, 2.524 familles étaient sinistrées (toits et biens engloutis) tandis que 2.500 hectares de terres situées sur le passage des trombes d'eau étaient lessivées, parfois jusqu'à la roche, dont 1.500 irrécupérables avant longtemps et à grands frais puisqu'on comptait jusqu'à dix ans en certains endroits pour les rénover et permettre de nouvelles récoltes.

Immédiatement, l'annonce de cette catastrophe déclenchait parmi la population un immense élan de solidarité envers les victimes. Des collectes étaient organisées et les secours affluaient. Ceux-ci atteignaient en l'espace de quelques jours, 95 millions de nouveaux francs. Ils allaient constituer d'ailleurs la majeure partie des fonds destinés aux victimes.

Cependant la presse se faisait déjà l'écho de la méfiance des donateurs quant à l'utilisation des sommes importantes qui furent collectées. Certains précisèrent ainsi qu'ils envoyaient des secours uniquement aux familles et personnes sinistrées, secours qui devaient leur être versés sans aucun délai et intégralement car il n'était pas question de les consacrer à la reconstruction des immeubles, routes, etc., tâche qui revenait aux compagnies d'assurances et à l'Etat. Cette méfiance était d'autant plus justifiée que si Pinay, à l'Assemblée nationale le 23 décembre, déclarait **« les sinistrés de Fréjus seront entièrement indemnisés »,** il fallut attendre le mois de mars 1960 pour que paraisse, au **Journal officiel,** la ventilation des fonds — modiques d'ailleurs si on les rapporte à l'ampleur des dégâts — votés par le Parlement : 40 millions de nouveaux francs dont 800.000 seulement étaient destinés aux victimes, le reste allant au remembrement des terres, aux propriétaires immobiliers, à la remise en état de la voierie, d'une base aéronavale, etc. De surcroît, ces fonds étaient versés sous forme de crédits remboursables. Heureusement donc que les victimes n'eurent pas à attendre que l'Etat, son parlement et messieurs ses députés réagissent à la catastrophe qui les frappait pour recevoir les premiers secours. Du 2 décembre 1959 à mars 1960, quatre mois, et quatre mois d'hiver, s'écoulèrent, et si la pingrerie et finalement l'indifférence de l'Etat cachées derrière des déclarations émues n'avaient pas été relayées par la population une fois de plus, quel n'aurait pas été le sort des sinistrés !

Cependant, la distribution des secours envoyés par la population et rassemblés par le maire de Fréjus ne se fit pas sans problèmes. De la manière dont s'effectua la répartition, personne n'en sut grand-chose, et surtout les victimes de la catastrophe n'en eurent aucun contrôle. Ainsi, le 13 décembre 1959, établissant un bilan provisoire, **Le Monde** rapportait que sur 874 métropolitains et 215 Algériens sinistrés, les métropolitains avaient touché 35 millions bientôt suivis d'un second versement de 53 millions, alors que les Algériens ne touchaient que 3 millions dans le même laps de temps ! En octobre 1960, de nouveau, un bref entrefilet signalait que les familles des Nord-Africains sinistrés auraient été indemnisées six fois moins que les autres !

Au mois de mars dernier, près de quinze ans après la rupture du barrage, un problème se rapportant aux indemnisations ressurgissait. En effet, l'Etat entendait inscrire d'office dans le budget du département du Var une dépense de 18 millions de francs, destinés à couvrir les dégâts subis par l'EDF, la SNCF et l'autoroute de l'Esterel - Côte d'Azur. Ce qui signifiait purement et simplement une augmentation des impôts pour l'ensemble des contribuables du département à seule fin d'indemniser des sociétés d'Etat ou à participation étatique. Et les anciens sinistrés, aujourd'hui contribuables, devraient à leur tour, avec les autres contribuables du département, indemniser l'Etat !

Ainsi, depuis 1959, alors que pour venir en aide aux sinistrés la population n'avait pas mesuré ses efforts financiers, l'attitude de l'Etat comme l'arbitraire de la municipalité ont été bien loin de contribuer aussi largement qu'il aurait été possible — avec les moyens dont ils disposaient — à soulager les familles du dénuement dans lequel elles avaient été jetées. Et ce sont bien sûr les travailleurs de la ville et de la campagne, toutes les petites gens, qui en supportèrent le poids le plus lourd, aggravé encore pour les travailleurs immigrés par une discrimination scandaleuse.

Lucienne PLAIN.

LA GRÈVE DES PTT UN ÉCHEC POUR LES SYNDICATS PAS POUR LES POSTIERS

(Ph. ADJA)

AU bout de six semaines de grève, les postiers ont donc repris le travail sans rien avoir obtenu d'autre que les quelques miettes accordées par Lelong le 5 novembre. Les tris parisiens, qui ont été les premiers à se mettre en grève, ont été aussi les derniers à décider la reprise. Certains ne reprennent d'ailleurs que ce lundi 2 décembre.

En fait, ce ne sont pas les postiers qui ont cédé mais les directions syndicales.

Alors que l'éditorial de Séguy, dans l'Humanité **du 18 novembre, titrait** « Il ne s'agit pas de céder mais de négocier » **et que la banderole de tête du cortège du 19 demandait** « l'ouverture de véritables négociations », **le gouvernement, lui, avait décidé de ne plus négocier et de transformer le conflit des PTT en une épreuve de force politique. Et les directions syndicales ont cédé les premières.**

Mercredi 27 novembre, prenant argument de l'effritement de la grève en province et de la baisse du moral à Paris, la CGT et la CFDT ont décidé d'organiser la reprise, alors que, jusque-là, elles avaient soutenu la grève, même là où elle était minoritaire, même là où la lassitude commençait à se faire sentir. Mais cette reprise ne s'est pas faite aussi facilement que cela. Car le brusque revirement des syndicats a créé un malaise parmi les grévistes. Surtout dans les centres de tri parisiens, qui étaient toujours en grève à 90 % et où les grévistes, malgré une certaine lassitude, étaient encore prêts à tenir le coup, se sentant encore forts puisqu'à eux seuls ils bloquaient l'essentiel du trafic.

Les militants syndicaux étaient bien incapables d'expliquer le brusque revirement de leur direction car jamais ils n'ont expliqué, en particulier pas après la rupture des négociations, le problème politique posé, l'enjeu réel de la grève. Au contraire, depuis le début du conflit, ils avaient refusé aux grévistes le droit de juger et de décider eux-mêmes, en connaissance de cause, de leur mouvement. Ils ne demandaient aux grévistes que de leur faire confiance.

Aussi il ne leur restait plus, entre les assemblées générales du matin et celles du soir, qu'à retourner les arguments, à faire de la surenchère sur l'intox du gouvernement qu'ils dénonçaient encore à juste titre quelques heures plus tôt. Et, même si les consignes fédérales étaient de ne pas appeler ouvertement à la reprise, de demander aux grévistes, pour la première fois de toute la grève, de décider eux-mêmes ce qu'ils voulaient faire, il était évident pour tout le monde que les directions syndicales avaient, elles, déjà décidé d'arrêter la grève.

Ce sont les organisations syndicales qui ont, du début à la fin, organisé ce mouvement, sans laisser aux grévistes la moindre initiative. L'échec du mouvement est donc avant tout leur échec. Quant aux postiers, si cet échec les a quelque peu démoralisés, ils ne rentrent pas battus. Beaucoup ont appris que la seule façon d'éviter la capitulation des syndicats est de ne pas leur laisser le monopole de la direction de la grève, qu'à l'avenir ils auront à prendre eux-mêmes en main leurs luttes.

TRI MONTPARNASSE

Mercredi après-midi, le ton des militants syndicaux avait changé du tout au tout, et vendredi, à l'AG, la démoralisation avait fait son chemin. La réflexion d'un vieux préposé déclarant : « *Ici, on va faire comme les députés, on va voter l'avortement* » (de la grève) nous fit rire, mais d'un rire amer.

Nous fûmes cependant une vingtaine à voter pour la grève, contre quarante. Les autres ne votèrent pas, montrant par là leur désarroi et leur rancœur.

Mais après, à une centaine, nous avons fait le tour de la gare Montparnasse en manifestation ; devant les Chèques, nous avons été applaudis par de nombreuses filles qui étaient aux fenêtres et qui arborèrent un drapeau rouge et leur banderole et, dans le hall de la gare, de nombreux usagers nous montrèrent leur sympathie. Et ça nous a quand même fait chaud au cœur.

TRI CLIGNANCOURT

C'est mercredi dernier, subitement, que nous avons appris que les directions syndicales appelaient à « suspendre la grève » et, dès lors, on vit les responsables de la CGT mettre tout en œuvre pour nous démoraliser.

On les vit utiliser des arguments contraires à ceux qu'ils nous donnaient la veille: en ce qui concerne les tris parallèles, par exemple, ils nous avaient dit en assemblée générale que le trafic écoulé par ces fameux tris était infime. Maintenant, ils nous racontaient que Lelong avait réussi à couper les centres de tri parisiens du reste du pays, que les tris parallèles pourraient écouler la totalité du trafic et que notre grève était perdue.

Reprendre sans rien avoir obtenu au bout de six semaines de grève, c'était quand même un peu dur à avaler ! Et à l'assemblée générale de jeudi midi, de nombreux camarades intervinrent pour dire qu'il fallait continuer, que l'on pouvait au moins continuer à se battre sur des revendications spécifiques aux centres de tri ou sur un cahier de revendications locales.

Sentant que le climat ne lui était pas favorable, le secrétaire de la CGT n'insista pas et il n'y eut pas de vote.

Le soir, à l'assemblée générale de 18 heures, le personnel de la brigade 18/24 vota de continuer la grève jusqu'à lundi. Mais, à 20 heures, la CGT parvint à faire rentrer une partie de la brigade D. Le lendemain, le secrétaire de la CGT, après avoir pris à partie les « gauchistes irresponsables qui faisaient le jeu du pouvoir en continuant la grève », **annonça la nouvelle de la reprise au PLM et à Austerlitz. Une bonne moitié du personnel des brigades de jour reprit donc le travail. Seule la section CFDT appela à continuer jusqu'à lundi, ne serait-ce que pour marquer son désaccord avec l'attitude des fédérations syndicales.**

TRI BRUNE

Jusqu'à mercredi, rien ne laissait prévoir la fin de la grève. A part quelques camarades, nous avions tous la volonté de poursuivre et c'est dans ce sens que les délégués syndicaux prenaient la parole. Mais, dans la soirée, les syndicats, sans encore appeler à la reprise, nous disaient que tout était fini car il ne restait que Paris dans la lutte.

Et jeudi l'intersyndicale proposait de « suspendre la grève pour continuer sous d'autres formes la lutte pour nos revendications », en y rajoutant le paiement des jours de grève. Mais pas un mot pour demander la réintégration d'un camarade auxiliaire, licencié au début de la grève.

C'est samedi que nous avons eu le résultat du vote organisé dans les diverses brigades : sur 700 votants, 499 étaient pour la reprise, 130 pour la continuation et il y avait une cinquantaine d'abstentions et de refus de vote. Le travail reprendra donc lundi matin.

TRI NORD

Au début de la semaine, c'est avec autant de détermination que nous continuions la grève. Dans toutes les assemblées générales, les responsables syndicaux expliquaient qu'on pouvait avoir satisfaction, que les tris parallèles ne remplaceraient jamais les grévistes.

Mercredi matin, cette position persistait. Et devant la reprise en province, tous les responsables affirmaient aux pessimistes que Paris, à lui seul, parce qu'il bloquait 70 % du trafic, pouvait gagner. Mais dès le soir, changement de programme : ceux qui, le matin même, défendaient la continuation de la grève nous déclaraient que « tout était foutu » ! Quant au jeudi, tous les arguments étaient bons, même ceux qui disaient le contraire de la veille.

La reprise fut votée. Mais certains d'entre nous, qui avaient envie de continuer la grève, l'ont manifesté en votant pour ne reprendre que lundi matin, alors que les syndicats affirmaient leur préférence pour la reprise dès samedi.

Quant à la brigade C, à l'assemblée générale de vendredi soir, c'est sous les huées qu'elle accueillit les responsables CGT et la reprise votée pour mardi seulement, sur proposition du responsable CFDT de la brigade.

TRI ARCUEIL

C'est jeudi matin que nous avons appris que, dans les autres centres, la CGT et la CFDT mettaient tout en œuvre pour faire suspendre la grève. Nous fûmes surpris car, la veille même, les syndicats appelaient encore à la continuation et expliquaient que, Paris bloquant l'essentiel du trafic, nous pouvions faire reculer le gouvernement. A Arcueil, nous en étions persuadés. Aussi beaucoup d'entre nous parlaient de sabotage de la grève par les syndicats et ne voulaient pas reprendre sur rien.

Ce jour-là et le lendemain, nous discutions de la possibilité de continuer à Arcueil sur nos revendications locales. Il faut dire que notre centre est un centre expérimental de tri mécanisé et que nous y connaissons des conditions de travail particulièrement épouvantables : bruit infernal des machines à trier, fatigue visuelle et nerveuse, etc...

Nous avons finalement voté la reprise, mais pour lundi seulement, en maintenant pour vendredi après-midi la séance de cinéma prévue.

Et nous étions fiers d'avoir tous participé activement à la grève, de l'avoir, dans notre centre, organisée nous-mêmes dans la plus grande unité, en élisant un comité de grève où se retrouvaient des membres des divers syndicats aussi bien que des non-syndiqués. Nous pensions que, si dans les autres centres les grévistes avaient pu eux aussi prendre directement en main la grève, elle se serait déroulée tout autrement.

AUX CHEQUES POSTAUX D'ORLEANS - LA SOURCE

A Orléans - La Source, la grève a tenu pendant plus de cinq semaines. Elle a été minoritaire (cinq cents grévistes sur les deux mille employés), mais ce chiffre n'a jamais diminué.

Ce n'est qu'au lendemain de la manifestation du 19 novembre que la situation commença à se détériorer. Les grévistes avaient participé massivement à cette manifestation. Cent cinquante d'entre eux étaient encore allés manifester le lendemain à l'Assemblée nationale.

Mais le jeudi 21 novembre, ce fut l'étonnement à l'assemblée générale lorsque les représentants CGT du Comité de grève se mirent à parler de la reprise. Des inspecteurs s'en mêlèrent et se mirent à critiquer les « jeunes » qui veulent toujours continuer des grèves parce qu'ils n'ont pas de charges et de responsabilités dans la vie. Ce fut un tollé. De nombreux grévistes prirent la parole, indignés, et expliquèrent qu'ils voulaient continuer. A la réunion quotidienne de la CGT qui regroupait plus de cent personnes, les responsables syndicaux se firent, ce jour-là, violemment prendre à partie. A tel point que le lendemain ils avaient mis un peu d'eau dans leur vin et ne parlaient plus ouvertement de reprise mais d'attendre le lundi pour décider.

En fait, pendant le week-end, les consignes syndicales changèrent à nouveau et le lundi matin la CGT reprenait son langage combatif, appelant l'assemblée à continuer la grève pour faire céder le gouvernement. La CFDT, par contre, proposait la reprise avec vote à bulletin secret.

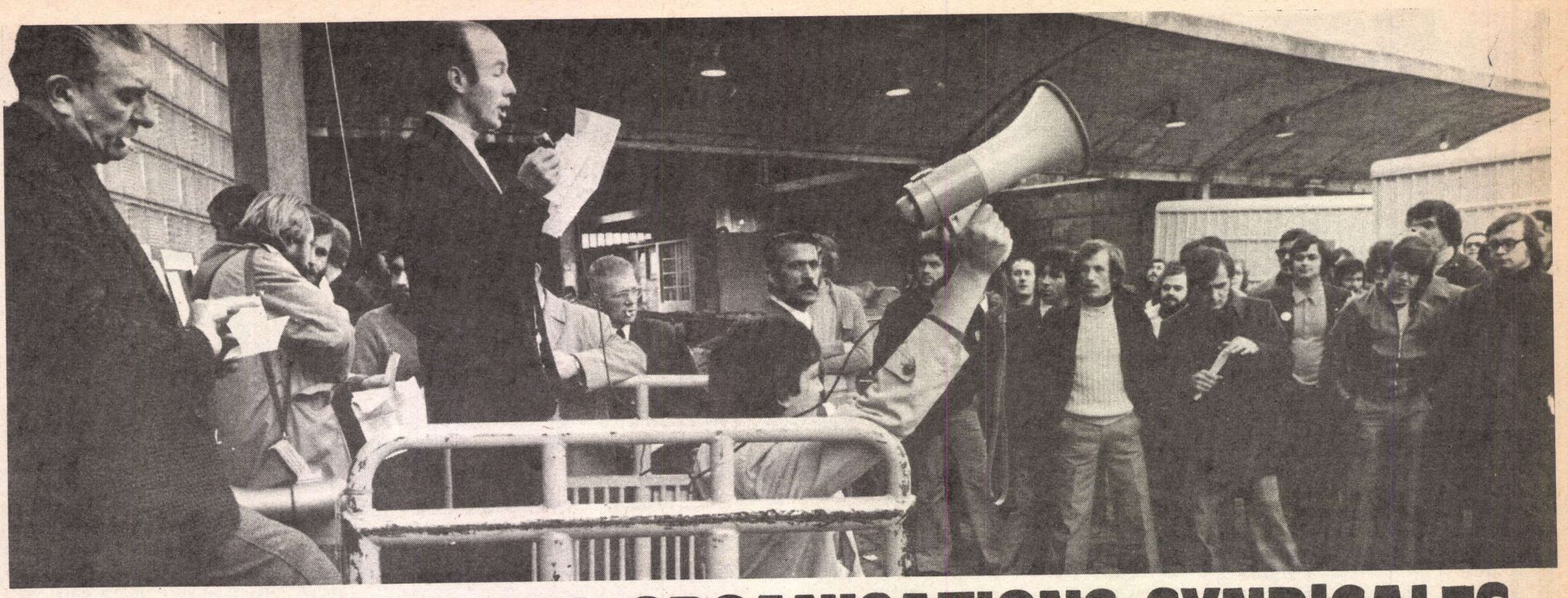
Mais la majorité des grévistes n'y croyait plus. Ils étaient restés sous l'impression démoralisante laissée par la CGT ; ils avaient senti le manque de direction dans cette grève et leur isolement.

La CGT réussit à prolonger la grève encore une journée pour ne pas reprendre le mardi, journée nationale d'action de la fonction publique. Mais le mardi matin, la reprise fut votée à environ 140 voix contre 103.

Tout le monde décida alors de rentrer ensemble.

Pourtant, depuis la reprise, nous n'avons pas perdu le moral. Nous gardons nos habitudes de la grève et nous passons une bonne partie des journées à discuter. Certaines surveillantes qui nous avaient préparé un petit accueil maison ont vite été remises à leur place. Nous avons bien décidé, puisque le gouvernement a refusé d'augmenter les effectifs, de fixer nous-mêmes nos cadences lorsque le travail aura repris normalement aux Chèques.

Aux dernières nouvelles, l'administration a envoyé un télex disant qu'elle nous retiendrait non seulement les jours de grève mais aussi les samedis, les dimanches et les jours fériés. L'inquiétude et la colère ont vite monté et il se pourrait bien que l'administration entende sous peu parler de nous.



LA TACTIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

LA grève des postiers, première bataille d'envergure engagée par la classe ouvrière contre la politique de vie chère et de bas salaires de Giscard et de Chirac, vient donc de se terminer par un échec. Après six semaines de grève, les employés des PTT ont décidé de reprendre le travail, sans rien avoir obtenu de plus que ce que le gouvernement proposait il y a un mois.

Il ne s'agit certes pas de se lamenter sur cet échec. Des grèves qui n'aboutissent pas, la classe ouvrière en a connu d'autres, qui ne l'ont pas empêchée ensuite de remporter des victoires. Toutes les luttes ne peuvent pas être des succès. Il s'agit de regarder les choses en face et de tirer les leçons de la plus longue grève qu'aient connue les PTT depuis 1953, précisément pour préparer les succès de demain.

Pour certains, les organisations syndicales qui avaient la direction du mouvement ont fait tout ce qu'elles ont pu, mais, soit que la combativité des travailleurs ait été insuffisante, soit que la force de l'adversaire ait été plus grande qu'elles ne l'avaient estimée, elles ont finalement dû s'incliner. Pour d'autres, les directions syndicales ont délibérément conduit le mouvement à un échec. Mais la réalité sociale est infiniment plus complexe que ces schémas où les choses sont présentées tout en blanc ou tout en noir et qui ne rendent compte, chacun, que d'un aspect de la politique des grandes confédérations syndicales.

Nous ne discuterons évidemment ici que de la politique des deux confédérations qui ont joué un rôle dirigeant dans cette grève, la CGT et la CFDT, parce qu'il n'est pas besoin de longs discours pour condamner sans réserve l'attitude de briseur de grève adoptée en l'occurrence par Force Ouvrière.

Les confédérations syndicales à la recherche d'une démonstration...

Il est tout d'abord indéniable que, si le mouvement qui avait pris naissance dans les centres de tri s'est étendu à toute l'administration des PTT, c'est parce que les directions syndicales l'ont voulu ainsi. Car à aucun moment elles n'ont été débordées. Ce sont elles, au contraire, qui ont poussé à l'élargissement de la grève à tous les employés des PTT, comme ce sont ces mêmes directions syndicales qui ont organisé ces dernières semaines toute une série de mouvements revendicatifs dans l'enseignement, chez les cheminots ou dans les hôpitaux.

Mais il ne s'agissait pas, pour les directions syndicales, d'engager la nécessaire contre-offensive ouvrière destinée à faire payer à la bourgeoisie et à son Etat les frais de leur crise. Il ne s'agissait même pas d'engager résolument la lutte dans toute la fonction publique, ni même dans les seuls PTT, pour contraindre le gouvernement à satisfaire les revendications des fonctionnaires ou des postiers. Les directions syndicales ne voulaient pas l'épreuve de force. Elles voulaient simplement faire une démonstration : démontrer à tous les travailleurs, et à leur propre base qui est composée de travailleurs subissant comme les autres les effets de l'inflation, que les syndicats sont capables de mener des luttes revendicatives ; démontrer à l'Etat et au patronat que les confédérations syndicales ont bien les travailleurs derrière elles et que c'est avec elles qu'il leur faut négocier. Et, dans le cas de la CGT, s'ajoutait encore à cela, dans le cadre de la polémique PC-PS, la volonté de démontrer à la bourgeoisie que ce sont les organisations dirigées par le PCF qui jouissent de la plus grande influence dans la classe ouvrière française, et qu'il ne saurait être question de passer par-dessus elles, d'envisager par exemple la formation d'un gouvernement de gauche, sans la participation du Parti Communiste Français.

...avec comme objectif une négociation respectueuse

Mais, pour toutes ces démonstrations, les confédérations syndicales n'avaient pas besoin d'imposer la satisfaction de la totalité des revendications des travailleurs en grève. Il leur suffisait d'être conviées à des négociations avec le gouvernement et d'aboutir à un compromis qu'elles auraient pu présenter comme une victoire.

Il n'est bien sûr pas faux de négocier au cours d'une grève. Mais l'accent mis par les organisations syndicales sur leur volonté d'aboutir à des négociations, les « Chirac ça suffit, assieds-toi et négocie » qu'elles s'acharnèrent à faire crier tout le long de la manifestation du 19 novembre, montre bien que la négocation était pour elles le véritable objectif, presque indépendamment de ses résultats.

Les confédérations syndicales sont trop intégrées au système, non seulement pour remettre en cause l'ordre social capitaliste, mais même pour engager des luttes qui risqueraient de mettre la bourgeoisie et son Etat en difficulté sur le simple plan économique. Mais dans une période d'inflation comme celle que nous connaissons, elles peuvent engager cependant des luttes relativement radicales, en escomptant que les patrons ou que l'Etat, ayant la possibilité de reprendre d'une main par l'inflation ce qu'ils cèdent de l'autre, pourront assez facilement accepter d'accorder des augmentations de salaires.

Une savante stratégie pour éliminer les possibilités d'extension du mouvement

Les confédérations syndicales ont cependant pris soin d'élaborer toute une politique leur permettant d'éliminer au maximum les risques d'une extension du mouvement hors du cadre qu'elles avaient décidé et les risques de débordement. Elles avaient certes choisi d'élargir le mouvement parti des centres de tri parisiens, où la combativité des employés était incontestablement élevée, à l'ensemble du personnel des PTT, où la combativité était plus faible (et d'autant plus facilement, justement, que cette combativité était plus faible). Elles avaient également choisi d'organiser pendant la même période un certain nombre de mouvements dans la fonction publique (là aussi d'autant plus facilement que la combativité des travailleurs n'y était pas très élevée), mais en prenant bien soin de ne pas prendre le risque d'aboutir à une grève générale de toute la fonction publique. C'est ainsi que les directions syndicales se sont ingéniées à morceler au maximum les mouvements organisés chez les cheminots, en appelant à la lutte tel secteur un jour, tel autre secteur un autre jour, tactique facilitée par l'éparpillement des cheminots sur le territoire national.

Les dirigeants syndicaux ont de la même manière pris le maximum de précautions pour éviter tout débordement et même pour empêcher ceux qui auraient pu proposer une autre alternative aux travailleurs, ceux qui auraient pu constituer éventuellement une direction de rechange, de s'exprimer. Au point qu'ici ou là des militants CGT d'autres secteurs se sont vu refuser la parole, voire ont été pris à partie, parce que les responsables syndicaux ne les connaissaient pas (on n'est jamais trop prudent !). C'est d'ailleurs à une semblable préoccupation qu'il faut attribuer, lors de la récente grève de la Néogravure, les violences physiques exercées par les « gros bras » de la CGT sur des militants CFDT, à Saint-Ouen et à Issy-les-Moulineaux.

C'est le gouvernement qui a choisi l'épreuve de force...

Tout avait donc été mis en œuvre, au sein des états-majors syndicaux, pour réaliser un mouvement revendicatif à la fois impressionnant par le nombre de travailleurs engagés dans la lutte et ne risquant pas d'échapper au contrôle des confédérations. Tout avait été mis en œuvre pour que Maire et Séguy puissent démontrer à la bourgeoisie, et leur utilité en tant que représentants patentés de la classe ouvrière, et leur sens des responsabilités (vis-à-vis de la bourgeoisie), en même temps qu'ils satisferaient les aspirations à la lutte de leur base.

C'est le gouvernement qui a choisi de faire de cette grève une épreuve de force. D'abord en refusant d'accorder aux syndicats de quoi faire reprendre le travail sur ce qu'ils auraient pu présenter comme un succès partiel et ensuite en refusant d'engager de nouvelles négociations. Et ce choix du gouvernement ne s'est pas fait en fonction d'arguments économiques, de ce que coûterait telle ou telle concession, mais en fonction de critères politiques. Car c'est bel et bien le gouvernement qui a choisi de « politiser » la grève, en essayant de démontrer aux travailleurs que la lutte revendicative n'était pas payante, quitte pour cela à laisser se prolonger un conflit qui coûtait cher à de nombreuses entreprises privées et à dépenser, pour mettre sur pied des centres de tri parallèles bien peu efficaces, des sommes supérieures à ce que lui aurait coûté le fait de donner satisfaction aux grévistes.

...devant laquelle les directions syndicales ont reculé

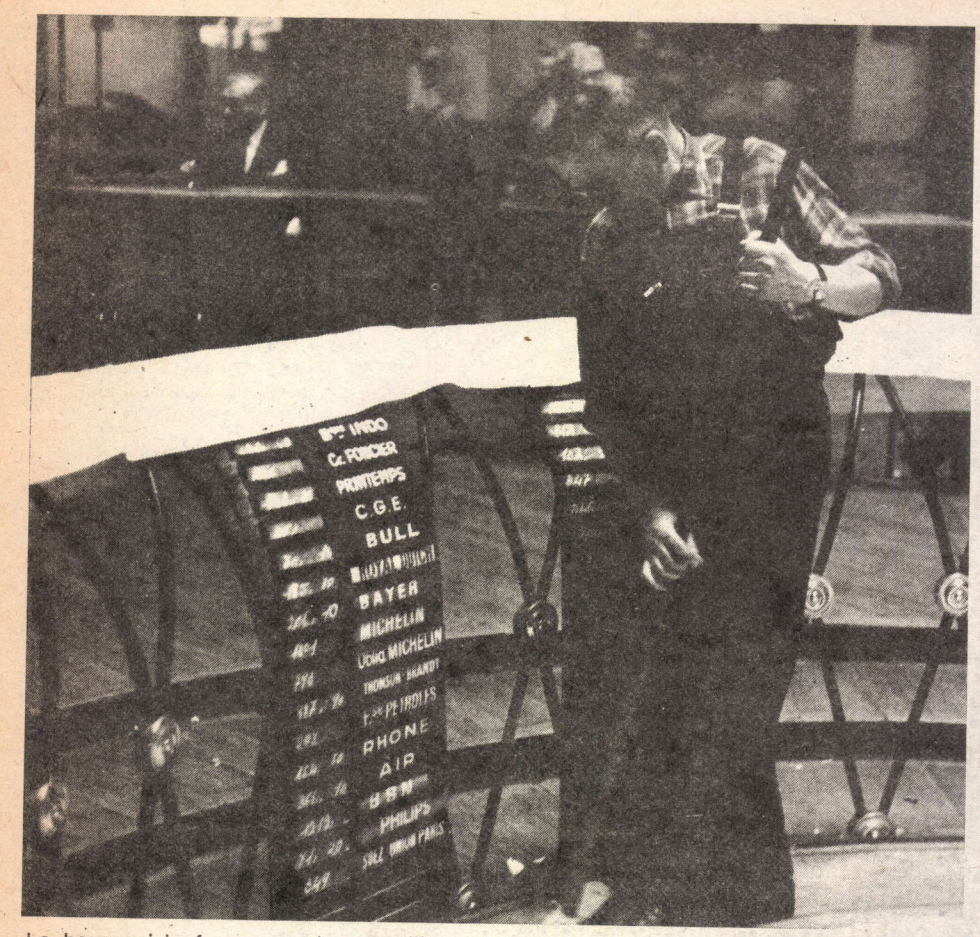
Les directions confédérales ont alors essayé d'imposer la reprise des négociations, s'employant pour cela à faire durer la grève, même là où le mouvement fléchissait. Et puis, quand elles se sont rendu compte que le gouvernement ne reculerait pas sans y être réellement contraint, qu'elles ne pouvaient répondre que par l'épreuve de force, elles ont décidé la reprise du travail.

Pourtant, rien n'était encore joué. Le mouvement s'effritait certes sur l'ensemble des PTT, mais dans les centres de tri, qui constituaient depuis le début le fer de lance de la lutte, et en particulier dans les centres de tri parisiens, le pourcentage de grévistes restait très élevé, et leur combativité très grande. Et les centres de tri, y compris au besoin les seuls centres parisiens, avaient les moyens de continuer à paralyser à eux seuls la quasi-totalité des services des PTT.

Si les directions syndicales avaient réellement eu pour but de diriger la lutte des travailleurs en grève vers la victoire, elles auraient dû — même s'il n'était pas en leur pouvoir d'empêcher la reprise du travail dans les autres secteurs des PTT — expliquer cette nouvelle situation aux employés des secteurs les plus combatifs (et en particulier des centres de tri) et au moins leur permettre de choisir eux-mêmes entre la reprise du travail et la poursuite de la lutte jusqu'à satisfaction, dans des conditions peut-être plus difficiles, mais où la victoire restait néanmoins possible. Ni les dirigeants de la CGT ni ceux de la CFDT ne l'ont fait, précisément parce que c'était une négociation respectable et respectueuse avec le gouvernement qu'ils recherchaient. Et ils ont préféré choisir d'enterrer le mouvement, non seulement là où il s'effilochait, mais aussi là où il était encore bien vivant et où il avait encore des chances de vaincre.

Pour les employés des PTT et pour tous les travailleurs, c'est incontestablement un échec. Mais bien plus qu'un échec de la classe ouvrière, c'est avant tout un échec de la politique des grandes confédérations syndicales, faite de demi-mesures et de petites manœuvres (même quand elles mettent en cause des milliers de travailleurs) et refusant d'affronter réellement le patronat et l'Etat. Et les conséquences de cet échec dépendront avant tout des conclusions qu'en tireront les travailleurs. Il contribuera sans doute à en démoraliser certains. Mais si ne serait-ce qu'une minorité d'entre eux prend conscience que les luttes de la classe ouvrière sont des choses trop sérieuses pour que leur direction soit abandonnée aux seules directions syndicales et qu'elles ne peuvent vaincre que si les travailleurs savent construire, au cours même de leurs luttes, leurs propres organes de direction de ces luttes, alors la leçon ne sera pas payée trop cher. Et les Giscard et les Chirac, comme les patrons, pourraient bien regretter un jour le succès qu'ils viennent de remporter contre les postiers.

François DUBURG.



La bourgeoisie fera payer les travailleurs si la classe ouvrière ne balaye pas le capitalisme. (Ph. LO)

LA CRISE DE

La crise de 1929, la cr
et l'avenir de l'hu

DEPUIS plus de deux décennies, gouvernants, économistes distingués, journalistes, etc., nous répétaient que le monde capitaliste savait maintenant maîtriser son économie, qu'il était entré dans une période d'expansion illimitée et que la crise de 1929 n'était plus qu'une curiosité historique. On voit aujourd'hui les mêmes nous expliquer gravement que la crise approche à grands pas, qu'il faut nous y préparer... Et ils nous citent, comme référence et comme préfiguration de ce que nous pourrions avoir à supporter, la crise de 1929 !

Allons-nous vers un nouveau 1929 ?

L'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière et il est peu probable que la crise commence par un nouveau « jeudi noir », par une nouvelle panique boursière. Mais les causes fondamentales des crises capitalistes, celles qui résident dans l'anarchie de la production réalisée uniquement pour satisfaire les intérêts privés d'une minorité, demeurent toujours. Et ce dont on peut être sûr, c'est que, le marché mondial étant encore plus concentré et plus dominé par l'impérialisme américain aujourd'hui qu'en 1929, la crise mondiale sera d'autant plus catastrophique pour l'humanité tout entière.

Certes, aujourd'hui, si les possédants, les gouvernants et les plumitifs à leur service agitent le spectre de la crise, c'est pour persuader les travailleurs et la population tout entière qu'ils ont intérêt à accepter les restrictions pour éviter le pire. Il n'en reste pas moins que l'éventualité

Il y a 45 ans, la crise commençait

SORTIS seuls véritables vainqueurs de la guerre de 1914-1918, les Etats-Unis avaient connu une grande période de prospérité économique pendant l'après-guerre. Ce fut la grande période de la spéculation. Chaque petit bourgeois américain, chaque Babbitt, pour reprendre le type même de personnage décrit par Sinclair Lewis, ne songeait qu'à s'enrichir.

Il y eut d'abord une importante vague de spéculation immobilière, notamment sur les terres ensoleillées de Floride dans les années 1925-1926, qui finit par tourner court.

Puis ce fut le boom des valeurs mobilières, particulièrement à la Bourse de New York. La spéculation sur les actions cotées en Bourse donna naissance à un pouvoir d'achat fictif ne reposant que sur la hausse continuelle des actions. De ce fait, un grand nombre d'entre elles étaient achetées à crédit et les banques n'hésitaient pas à avancer jusqu'aux trois quarts de leur valeur. Dans ces conditions, le simple maniement de bouts de papier amenait à la constitution de fortunes tout aussi fictives, car n'ayant plus rien à voir avec l'état et la progression réels de la production industrielle, ne reposant plus que sur la confiance, l'illusion euphorique que le système allait continuer ainsi indéfiniment.

Il ne faut certes pas s'imaginer que chaque citoyen américain pouvait se transformer en boursicoteur pour si peu. En 1929, on comptait environ un million et demi de clients de la Bourse, dont 600.000 opérant à crédit, alors que les Etats-Unis comptaient près de 40 millions de chefs de famille.

Mais, dès septembre 1929, quelques faillites, comme celle du consortium anglais Hatry, fondateur en particulier de la société Photomaton, reposant sur le crédit et des bilans imaginaires, créent un sentiment de méfiance qui se répercute au sein des Bourses de Londres et de New York. D'autant plus que les prix de gros du fer, de l'acier et du cuivre baissent et que, surtout, on assiste à une chute des bénéfices industriels, en particulier dans l'industrie automobile, déjà considérée somme le secteur-test de la prospérité.

Dès le 21 octobre, le cours des actions baisse à New York. Pour tenter d'enrayer le mouvement, six grandes banques groupées dans le « syndicat Morgan » achetèrent. Mais la panique s'aggrava : le 24 octobre, le « jeudi noir », 16 millions de titres furent jetés sur le marché à des taux très bas sans trouver preneurs. Au début de novembre, les actions industrielles avaient perdu plus du tiers de leur valeur.

Le président Hoover se voulait rassurant et déclarait qu'il ne s'agissait que d'une simple récession. Pour rétablir la confiance, il conseillait : **« Achetez maintenant, la prospérité est au coin de la rue ».** Une légère reprise se manifesta durant l'hiver. Mais au printemps de 1930, le syndicat Morgan profita de l'amélioration pour se débarrasser à son tour de ses titres et ce fut cette fois l'effondrement. Des centaines de milliers d'actionnaires furent ruinés et ceux qui avaient acheté des actions à crédit durent continuer à payer des mensualités pour des chiffons de papier...

Les valeurs les plus « sûres » furent atteintes : l'US Steel tomba de 250 à 22, l'action Chrysler de 135 à 5, etc. En 1930, c'est l'ensemble de l'économie américaine qui est touché.

Car, si l'effondrement des cours en Bourse résulte d'une brutale perte de confiance dans les possibilités d'expansion et de profits des entreprises (perte de confiance tout à fait fondée), les conséquences entraînent des réactions en chaîne.

Les banques, après les premières séances catastrophiques de la Bourse, s'attendent à ce que nombre de clients retirent leurs fonds, soit qu'ils aient eux-mêmes perdu de l'argent, soit que l'inquiétude les gagne. Elles vont donc accroître leurs réserves d'argent liquide, pour faire face à ces retraits, et en conséquence réduire les crédits qu'elles accordent. Le manque de crédits va précipiter les faillites d'entreprises en difficultés, faillites qui vont à leur tour alimenter la panique et la crise, d'autant plus que, les retraits continuant, de nombreuses banques vont à leur tour faire faillite : en 1929, il s'était produit 642 faillites bancaires (aux USA, les banques étaient locales), en 1930, 1.345 et en 1931, 2.298.

La crise bouleversa complètement la vie du pays. Le chômage s'étendit : en

La Bourse de New York le lendemain du jeudi noir. La crise n'allait plus cesser jusqu'à la guerre dix ans plus tard. (Ph. AFP)

...et s'étendait au mo

En France, manifestations de chômeurs. (Ph. Viollet)

LA crise américaine est celle du système capitaliste mondial. La plupart des pays européens, et en particulier les vaincus de la guerre de 1914-1918, n'ont pu relancer leur économie qu'à l'aide des aides et des crédits américains.

La banque autrichienne Kreditanstalt, très dépendante des capitaux étrangers, fut la première à s'effondrer. Cette faillite en entraîna d'autres en Europe centrale et en Allemagne. Lorsqu'une des plus puissantes banques allemandes, la Danat Bank, s'écroula, en 1931, le gouvernement fut obligé de bloquer les capitaux étrangers qui se trouvaient encore en Allemagne.

Puis ce fut le tour de l'Angleterre : le 21 septembre 1931, le gouvernement britannique dut abandonner l'étalon-or. La livre baissa de près de 40 % et, derrière elle, trente monnaies nationales s'effondrèrent dont celles du Portugal, de l'Egypte et de plusieurs pays d'Amérique du Sud.

Les crises bancaires et monétaires désorganisèrent le marché mondial. A part l'URSS, tous les pays furent touchés.

Les banques ne prêtant plus, les faillites se multiplient. Les Etats entreprennent alors de financer les entreprises en achetant les surplus et en constituant des stocks.

Mais, au bout de quelques mois, cette politique a fait faillite. Les stocks sont invendables. Les distribuer, ce serait encore faire baisser les cours. Alors, dans l'absurdité de la logique capitaliste qui produit pour réaliser un certain taux minimum de profit et non pour satisfaire les besoins, la « solution » c'est la destruction massive : en France, on incorpore au blé des produits chimiques pour le rendre impropre à la consommation ; au Brésil, on brûle le café dans les locomotives ; en Argentine, en Hollande, au Danemark, on abat le bétail ; aux Etats-Unis, des milliers de voitures neuves sont envoyées à la casse...

Pour réduire la production, les entreprises ferment et jettent des millions de chômeurs sur le pavé (en Allemagne, leur nombre s'élève à 8 millions !), ce qui restreint encore plus les capacités d'achat sur le marché.

1929

ise actuelle manité

d'une telle crise peut et doit être envisagée.

La seule solution, pour éviter le chômage et la mise au travail forcé dans les pires conditions, pour éviter la dictature et la guerre mondiale, consiste à renverser définitivement cette vieille société pourrie avant qu'elle n'engendre irrémédiablement la barbarie. Il n'y en a pas d'autre.

La nécessité de la révolution socialiste, dont ont toujours été convaincus les communistes, c'est aujourd'hui la bourgeoisie elle-même qui la met à l'ordre du jour, en avouant ouvertement la faillite de son système.

S.F.

aux USA...

1932, on comptait aux USA 14 millions de chômeurs complets et autant de chômeurs partiels. Aucune allocation - chômage n'étant légalement prévue, les secours aux chômeurs sont laissés à la charge des organisations charitables et des municipalités. Ces dernières succombent vite sous le poids des charges : en 1931, les employés municipaux de certains Etats ne sont pas payés pendant plusieurs mois. Et le fait que, vers la fin de l'année 1931, l'assistance aux chômeurs est de 4 millions de dollars mensuels, alors que leurs salaires antérieurs se montaient à environ 80 millions de dollars, donne une idée de la misère où se trouvait plongée une partie de la population qui est désespérée, errant souvent de ville en ville à la recherche de travail, sans toit, réduite à la soupe populaire.

Les chômeurs des campagnes rejoignent ceux des villes. Car la baisse des prix qui accompagne la crise — les marchandises ne trouvent plus preneur — gagne les prix agricoles, ce qui touche en premier lieu les petits exploitants pauvres et les ouvriers agricoles qui sont jetés sur le pavé.

L'été 1932, des marches d'anciens combattants sur Washington montrent que le désespoir des chômeurs risque de se transformer rapidement en colère.

Il manquait malheureusement le parti ouvrier révolutionnaire capable d'organiser cette colère et d'en faire une force.

Pierre BUISSON

nde entier

La production industrielle s'effondra, mais les conséquences ne furent pas les mêmes pour les trusts et pour les petites entreprises. Quant à la production agricole, elle était en crise depuis 1919 et la crise industrielle ne fit qu'aggraver la catastrophe. Là aussi, ce fut l'agriculture mondiale — de l'Europe au Japon et de l'Amérique à la Malaisie — qui fut frappée.

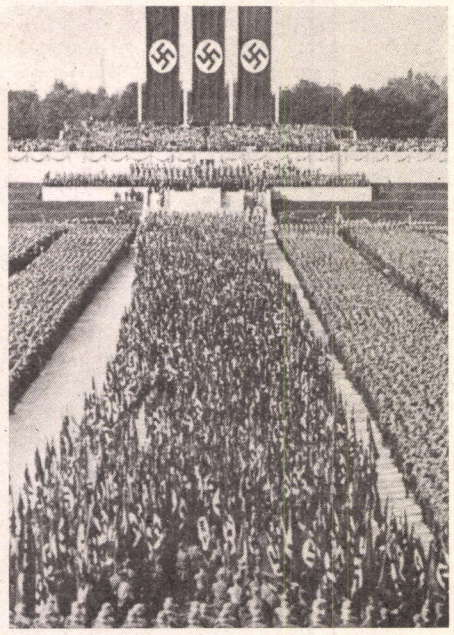
En 1932, le volume des échanges internationaux avait baissé d'un tiers en quantité et de deux tiers en valeur par rapport à 1929.

Les Etats en furent réduits à revenir au système du troc, chacun se replia sur sa zone d'influence économique (colonies et pays satellites) et la concurrence n'en fut que plus exacerbée.

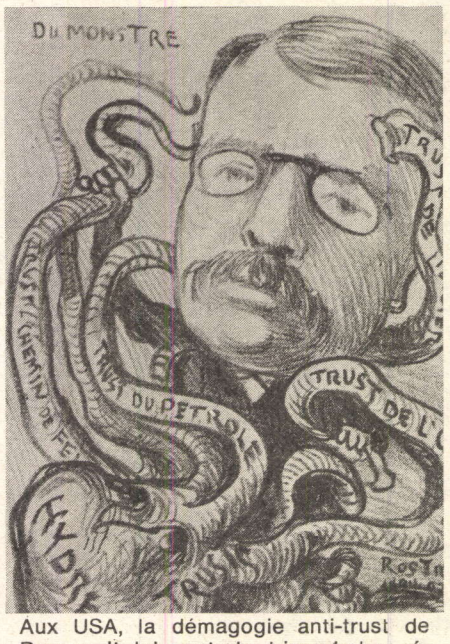
Cela préparait la « solution » que le système capitaliste trouva à la crise : l'économie de guerre et, enfin, le déclenchement de celle-ci en 1939 pour une nouvelle tentative de repartage du monde entre les brigands impérialistes.

P.B.

Les solutions politiques diverses...



Congrès nazi à Nüremberg, en Allemagne.



Aux USA, la démagogie anti-trust de Roosevelt lui vaut de triomphales réélections.

Le Front Populaire en France : Thorez et Blum côte à côte. (Ph. Viollet)

...des États capitalistes

DANS la crise qui, depuis 1929, ne cessait de s'approfondir, le problème de chaque bourgeoisie était double : sortir ses propres capitalistes de l'impasse où ils étaient et essayer d'éviter les troubles politiques et sociaux que le chômage et la baisse du niveau de vie entraînaient.

EN ALLEMAGNE

C'est en Allemagne que la bourgeoisie réagit la première. C'est là, on l'a vu, que la crise atteignit très rapidement des proportions tragiques. C'est là aussi qu'existait une classe ouvrière assez forte pour avoir, à peine dix ans auparavant, disputé le pouvoir à la bourgeoisie.

Certes, la bourgeoisie allemande avait écrasé la révolution de 1918-1919 ; les mouvements des années suivantes avaient échoué.

Mais la classe ouvrière n'en demeurait pas moins forte et organisée, et sa mise au pas, nécessaire tant sur le plan politique que sur le plan économique, ne pouvait s'effectuer qu'après la destruction de ses organisations, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, forts de centaines de milliers d'adhérents, de militants courageux, de milices armées.

Pour cela, la bourgeoisie allemande allait se servir du parti nazi, dont les rangs étaient en train de se grossir de tous les petits-bourgeois jetés sur le pavé, de tous les nationalistes désireux de revanche, de tous les antisémites décidés à lutter contre la « haute finance juive ».

A partir de 1929, les sphères déterminantes du grand capital décidaient de jouer la carte fasciste et subventionnaient Hitler, lui donnant les moyens de mener une propagande à grande échelle et d'organiser l'afflux des adhérents.

Face à la montée du parti fasciste et aux attaques de ses bandes, la classe ouvrière allemande, la plus forte d'Europe, se trouva désarmée par la politique de ses organisations.

Le Parti Socialiste était celui qui avait maté la révolution de 1918-1919. Et toute sa politique consistait à implorer le gouvernement, en l'occurrence le maréchal Hindenbourg, le vieux maréchal de droite baptisé pour la circonstance défenseur des libertés, de ne pas céder le pouvoir à Hitler.

Quant au Parti Communiste, sur les ordres du Komintern dirigé par Staline, il contribua à la division et à la démoralisation de la classe ouvrière en attaquant le Parti Socialiste à l'égal du parti fasciste. Quand il se décida à changer de politique, il était déjà trop tard. Multipliant les promesses et les actes de violence, apparaissant à toute la petite-bourgeoisie comme la seule force conséquente du pays, les nazis s'assuraient aux élections de 1932 plus du tiers des voix. Et, le 31 janvier 1933, Hindenbourg confiait la direction du gouvernement à Hitler.

En quelques mois, ce fut l'extermination des partis et des syndicats. Les organisations nazies embrigadèrent toute la population. Les bandes armées fascistes, les SA et les SS, devinrent partie intégrante de l'armée et de la police et imposèrent partout « l'ordre ».

Une fois la classe ouvrière complètement désorganisée, l'Etat fasciste allait pouvoir faire travailler tout le pays au profit des grands trusts industriels. Les subventions aux trusts prirent principalement la forme de commandes d'Etat dans deux domaines bien précis : l'armement et les grands travaux. C'était l'époque de la construction des grandes autoroutes qui s'arrêtent en rase campagne, aux frontières...

Car la mise au pas du pays ne pouvait pas suffire à résoudre durablement la crise ; et la seule perspective, c'était la guerre, pour obtenir un nouveau partage du monde et offrir des débouchés à l'industrie allemande.

AUX ETATS-UNIS

Aux Etats-Unis, Roosevelt prenait en 1932 la succession du président Hoover, et définissait une politique nouvelle : le New Deal (au jeu de cartes : la « nouvelle donne »). Utilisant tous les moyens dont disposait l'Etat pour remettre en marche l'économie en intervenant autoritairement — ce qui rendait un son nouveau dans un pays fermement attaché aux principes de la « libre-concurrence » —, Roosevelt essaya de contrôler la production industrielle, dévalua le dollar, lutta contre la baisse des prix agricoles en offrant des primes aux agricultures pour qu'ils réduisent les surfaces cultivées et, dans un deuxième temps, mit sur pied un vaste programme de travaux financés par l'Etat.

Parallèlement, des allocations de chômage furent instituées, ainsi que des minima pour les salaires et des maxima pour les horaires.

L'entière liberté syndicale fut reconnue aux ouvriers et en particulier le droit de négocier des contrats collectifs.

Ces mesures rencontrèrent, dans les milieux de la petite et de la grande bourgeoisie, de très vives oppositions et firent accuser Roosevelt de « socialisme », mais elles lui assurèrent une grande popularité, marquée par sa réélection triomphale en 1936 et 1940.

Pourtant, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la situation était loin d'être revenue au niveau d'avant 1929.

EN FRANCE

La crise frappa un peu plus tard qu'en Allemagne. Elle s'approfondit à partir des années 1930. L'agitation des groupes fascistes, axée sur l'antiparlementarisme, grossit jusqu'à l'insurrection du 6 février 1934, où les groupes de droite, fascistes et anciens combattants, s'opposent violemment à la police en essayant de faire irruption à la Chambre des députés.

Mais le 6 février 1934 va marquer le réveil du mouvement ouvrier, réveil auquel le Front Populaire va donner une grande impulsion. Car l'alliance entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste était désormais possible : la politique stalinienne, après la victoire du fascisme en Allemagne, venait d'opérer un tournant à 180 degrés. C'était désormais, contre le fascisme, contre l'Allemagne nazie, l'alliance avec les « démocraties » et les partis démocratiques que recherchait l'URSS.

Et, après la victoire électorale du Front Populaire, les grèves de juin 1936 imposèrent au patronat français les conquêtes que l'on sait.

Conquêtes qui n'existaient plus deux ans après. En n'offrant comme unique perspective que le gouvernement « socialiste » de Léon Blum, le Parti Communiste avait désarmé moralement et physiquement la classe ouvrière et l'avait en fin de compte préparée à aller sans broncher à la boucherie de la Deuxième Guerre mondiale.

AUCUN ETAT N'A VAINCU LA CRISE QUI CONDUIT A LA GUERRE

Ainsi, face à la crise, les bourgeoisies ont réagi différemment, en fonction des problèmes politiques qu'elles avaient à régler et des moyens dont elles disposaient.

Dans la crise, les Etats-Unis sont restés ce qu'ils étaient : le pays le plus riche du monde ; ce qui leur a permis une solution dont la bourgeoisie allemande ne pouvait se permettre le luxe, tant la crise politique et économique était aiguë en Allemagne.

Quant à l'expérience française, elle montre que la bourgeoisie est prête à aller très loin, à céder beaucoup, plutôt que de tout perdre.

Mais il faut remarquer, au-delà des différences, le point commun à toutes ces politiques : l'intervention massive de l'Etat dans la vie économique et sociale du pays, en particulier pour remettre sur pied la grande industrie et résorber le chômage par des commandes d'Etat.

Pourtant, nulle part cette intervention de l'Etat n'a suffi à résoudre la crise. Nulle part, en 1939, le niveau de vie, les échanges commerciaux, le taux de chômage, n'étaient redevenus ce qu'ils étaient en 1929.

Mais résoudre la crise n'était pas le principal objectif de ces politiques. Le gros problème, partout, était de protéger les profits des possédants et surtout leur existence même, c'est-à-dire de faire supporter la crise aux exploités sans troubles sociaux trop graves.

Là où la classe ouvrière n'était pas trop menaçante, comme en France, ou ne l'était pas du tout, comme aux USA, la bourgeoisie a pu se permettre de composer avec ses organisations.

Là où la crise était plus profonde et la classe ouvrière plus dangereuse, en Allemagne, la bourgeoisie a disposé du personnel politique adéquat — le parti nazi — pour la briser.

Et c'est seulement dans la Deuxième Guerre mondiale, sur 50 millions de cadavres et des destructions innombrables, que se résorba la grande crise de 1929, chacun des pays concernés y trouvant, d'une manière ou d'une autre (conquête de nouveaux marchés pour l'Allemagne, débouchés pour l'industrie aux USA), l'espoir d'y résoudre ses problèmes aux dépens des autres.

Sylvie FRIEDMAN.

LE PEUPLE PALESTINIEN E

Les résolutions de l'ONU n'ont pas débloqué la situation

LE représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine a qualifié de « grande victoire » le vote de l'assemblée générale des Nations unies en faveur des droits du peuple palestinien, à une écrasante majorité de 89 voix contre 8 et 37 abstentions.

Ce vote, qui vient après l'admission dans l'enceinte de l'ONU de Yasser Arafat, consacre la reconnaissance, par l'immense majorité des Etats, de l'existence et des droits des Palestiniens. C'est incontestablement une victoire morale considérable pour ce peuple de réfugiés, spoliés et opprimés.

Mais pour le moment, il ne s'agit que d'une victoire morale.

Quatre jours après le vote de l'ONU, le parlement israélien s'est prononcé à son tour dans une motion qui condamne les Nations unies et qui les accuse de « donner un statut officiel à des meurtriers dont le seul objectif est la destruction de l'Etat juif ». **D'autre part, le parlement israélien ajoute qu'il** « refuse catégoriquement toute négociation avec les bandes de meurtriers connus sous le nom d'OLP » **et qu'il** « continuera à combattre ces organisations terroristes jusqu'à leur anéantissement ».

Ainsi Israël se raidit dans son intransigeance et refuse toute reconnaissance, toute négociation, tout compromis. Et la résolution de l'ONU risque fort, comme bien d'autres, de demeurer lettre morte.

Actuellement, si les Palestiniens bénéficient d'un prestige accru, il n'en demeure pas moins que l'armée israélienne reste maîtresse du terrain. Et, même pour créer un Etat-croupion palestinien en Cisjordanie, encore faudrait-il d'abord commencer par l'en déloger.

En définitive la question du règlement, même provisoire, même sous la forme d'un compromis peu satisfaisant pour les Palestiniens, se résume ainsi : quelle force peut contraindre l'armée israélienne à évacuer une partie des territoires qu'elle occupe ? Pour les Palestiniens c'est comme cela que le problème se pose.

On peut bien sûr envisager la possibilité d'une victoire des armées arabes dans une cinquième guerre israélo-arabe. Cette guerre demeure toujours possible dans ce Moyen-Orient bourré d'armements et où les adversaires sont toujours prêts à en découdre à nouveau. Mais, malgré le relatif succès des armées égyptienne et syrienne lors de la guerre du Kippour, la victoire militaire des Arabes paraît pour le moins aléatoire. Et, de toute façon, ni le déclenchement, ni le déroulement d'un tel conflit ne dépendraient beaucoup des Palestiniens qui sont de peu de poids dans les décisions prises par les Etats arabes.

Pour les Palestiniens, il reste également l'espoir de voir les Etats-Unis arriver à contraindre Israël à négocier et à libérer quelques territoires. Mais les USA sont partagés entre des exigences contradictoires.

D'une part Israël demeure toujours leur gendarme au Moyen-Orient et, en tant que tel, ils ne souhaitent pas l'affaiblir. Mais, d'autre part, les USA sont sensibles à la pression des Etats arabes, en particulier celle des producteurs de pétrole, et ils ne veulent pas actuellement d'un éventuel conflit au Moyen-Orient, qui pourrait les entraîner à une confrontation avec l'Union Soviétique. Un compromis qui désamorcerait la situation aurait donc des avantages à leurs yeux.

La politique des Palestiniens et des Etats arabes consiste donc à faire pression sur les Etats-Unis pour que ceux-ci fassent pression sur Israël. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que cette politique n'a pas donné jusqu'à présent de grands résultats.

D'ailleurs, dans cette éventualité, il faut tenir compte qu'Israël peut tout faire pour désobéir à son principal fournisseur d'armements, plutôt que de rétrocéder certains territoires, y compris, pourquoi pas, mettre les USA devant le fait accompli d'une nouvelle guerre... afin de les obliger de voler à son secours.

Pour le moment, en tout cas, il n'est pas du tout certain que les USA aient vraiment envie de contraindre Israël à céder quelques territoires, prenant le risque de se brouiller avec leur protégé.

Ainsi donc, dans la mesure où les organisations palestiniennes se refusent à tenter de trouver des alliés dans la population juive d'Israël elle-même, au moyen d'une politique internationaliste, elles n'ont plus d'autre choix que d'attendre la bonne volonté des Etats-Unis ou d'attendre que le sort des armes soit un jour favorable aux Arabes. Cela bien sûr se produira peut-être. Mais en attendant les Palestiniens ne peuvent que continuer les actions de résistance pour faire entendre la voix du peuple palestinien : en un mot, empêcher que l'Etat juif digère tranquillement sa conquête, empêcher que le monde oublie, une fois de plus, l'existence du peuple palestinien.

Car, quelles que soient les critiques que l'on puisse faire à la politique et aux méthodes de la résistance palestinienne, c'est grâce à l'action de celle-ci que le peuple palestinien a vu reconnaître son existence, même si ce n'est encore que symboliquement. Et face à l'impérialisme, les révolutionnaires, bien sûr, soutiennent pleinement cette lutte.

André VICTOR.

A l'égard des tractations récentes sur la création d'un Etat en Cisjordanie, la position des organisations qui composent l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) a été exprimée en juin dernier, lors de la réunion du Conseil National Palestinien au Caire. Tout en refusant **« tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui »**, l'OLP a alors accepté en fait la perspective de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie. Elle considère en effet que **« toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de son objectif stratégique, à savoir l'édification d'un Etat palestinien démocratique ».**

La politique de l'OLP : Une perspective étroitement nationaliste

Ainsi, l'OLP est disposée à accepter la création d'un tel Etat, à condition que le prix n'en soit pas la reconnaissance explicite d'Israël et tout en affirmant que son but à long terme reste la création d'un Etat palestinien sur tout le territoire de l'ancienne Palestine, cet Etat étant laïque et démocratique et permettant donc la coexistence des communautés juive et arabe. Et il est remarquable que, sur ces points, on ait vu la plus complète unanimité des différentes organisations qui composent l'OLP, depuis le « Fath » modéré jusqu'au FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) de Habbache et au FDPLP (Front Démocratique et Populaire de Libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh, en passant par le Front National de Palestine Occupée, et cela malgré les réserves récemment exprimées par le FPLP en particulier, dans le « Front arabe du Refus ».

C'est que, en réalité, malgré la phraséologie de gauche et même la phraséologie marxiste dont elles ont parfois fait usage, les divergences entre ces organisations ne se situent pas sur le plan politique, sur le plan des perspectives à offrir au peuple palestinien. Toutes accep-

Les Palestiniens : un peuple spolié de ses

Un camp de réfugiés à Ghor Nimrin dans la vallée du Jourdain en 1967. Depuis, ce camp a dû être déplacé au Nord d'Amman. (Ph. Fotolib)

POUR la première fois, les discussions internationales qui visent à l'élaboration d'un projet de règlement au Moyen-Orient, prennent en compte l'existence des Palestiniens. C'est le résultat d'une longue lutte mais c'est loin d'être une solution immédiate. Le projet d'une Cisjordanie palestinienne est encore à l'état d'ébauche et rien n'est résolu quant à son acceptation par Israël et les USA. Mais on en parle et c'est nouveau.

Pourtant à supposer même que la Cisjordanie vienne à être reconnue comme Etat national palestinien, les Palestiniens seraient condamnés à vivre perpétuellement en réfugiés et misérables sur ce bout de terrain. En effet, la Cisjordanie représente uniquement un territoire de 5.800 kilomètres carrés, soit 2.000 kilomètres carrés de moins que la superficie de la Corse ! De surcroît, un territoire qui, mis à part l'étroite vallée du Jourdain, est une région aride quasiment impossible à cultiver sans moyens énormes, moyens dont ne disposent pas et ne disposeront pas les Palestiniens pour faire, de ce bout de désert, un « jardin » vivable. Aujourd'hui comme hier, les Palestiniens restent un peuple dont les aspirations légitimes et l'existence même, gênent tout le monde, aussi bien Israël que les Etats arabes.

UN PEUPLE CHASSE DE SES TERRES

Depuis 1948, les Palestiniens vivent dans des conditions effroyables. Avant l'instauration de l'Etat d'Israël, la Palestine comptait environ 1.400.000 Arabes et moitié moins de Juifs. 70 % de la population arabe était composée de fellahs, paysans vivant difficilement sur une terre peu généreuse. En l'espace de quelques mois, dans la guerre qui suit la proclamation de l'Etat d'Israël, celui-ci va donner la mesure de sa politique vis-à-vis de la population arabe. Les villages sont détruits à la dynamite, les terres occupées par les nouveaux immigrants juifs, les paysans chassés. En avril 1950, on compte 950.000 réfugiés arabes qui reçoivent l'aide des Nations unies, chiffre qui atteint en 1965, 1.250.000 hommes, femmes et enfants répartis pour moitié en Jordanie, 23 % dans la région de Gaza, 13 % au Liban, 10 % en Syrie. Et ces pays n'accueillent pas de gaieté de cœur les réfugiés palestiniens. Ils s'empressent au contraire de mettre de sérieuses restrictions aux libertés de ces dizaines de milliers de réfugiés qui dressent leurs toits précaires dans d'immenses camps misérables. De plus, les pays arabes, vers lesquels se dirigent ceux qui fuient Israël, sont tous sous-développés, en proie à un chômage chronique. Situation qui rend quasiment impossible toute assimilation des Palestiniens auxquels est imposée une sévère politique discriminatoire en matière d'emploi. Ainsi, si quelques Palestiniens peuvent trouver un travail agricole saisonnier, les trois quarts vivent — ou plutôt se maintiennent en vie — grâce aux maigres subsides que leur fournit l'ONU, tandis que la misère, la sous-alimentation permanente, les maladies font leurs ravages à travers les camps de réfugiés.

LA GUERRE DES SIX JOURS

En 1967, la guerre des Six jours va encore aggraver cette situation. L'occupation israélienne des territoires conquis se traduit, le plus souvent, par le dynamitage systématique des villages arabes, sous le prétexte de lutter contre les fedayins, par la terreur organisée contre la population civile, par des déportations massives. A

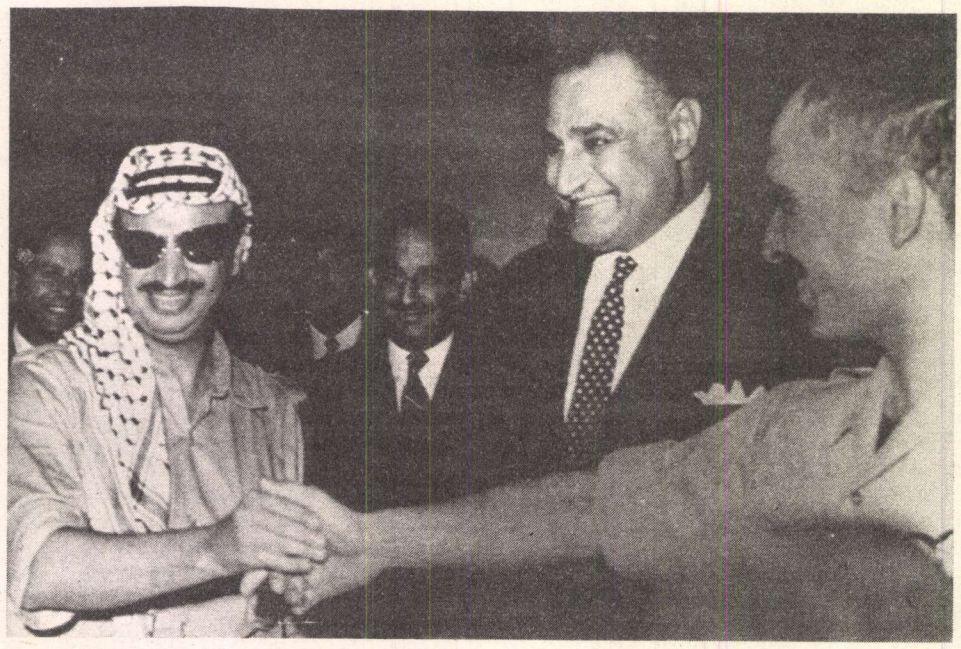
N LUTTE POUR SES DROITS

tent, en réalité, une perspective étroitement nationaliste et les divergences idéologiques ne recouvrent en fait que des différences sur le mode d'action préconisé. C'est ainsi que le FPLP a été l'organisation qui a lancé les détournements d'avions. Le FDPLP, lui, a proclamé que la lutte armée devait se dérouler avant tout sur le territoire de la Palestine occupée. Et, si Nayef Hawatmeh a maintes fois affirmé la nécessité de s'adresser à la gauche israélienne, au nom de « l'internationalisme prolétarien », s'il a reconnu que la classe ouvrière juive avait elle aussi intérêt à lutter contre le sionisme et se trouvait donc l'alliée du peuple palestinien, les méthodes d'action du FDPLP ne sont guère allées dans ce sens. C'est le FDPLP qui, par exemple, a été l'auteur des prises d'otages de Maalot (en mai 1974) et de Beith Shéan (en novembre 1974), qui se sont toutes les deux terminées tragiquement, suite au refus de négocier de l'armée israélienne.

Les prises d'otages, meilleur moyen de souder les dirigeants et le peuple israéliens

Ces prises d'otages systématiques et aveugles parmi la population civile, aussi compréhensibles qu'elles soient de la part d'un peuple spolié, privé de tous ses droits, procédaient néanmoins d'une politique nationaliste. Elles ont été, et c'était prévisible, exploitées par le gouvernement et la presse israéliennes et ont joué un grand rôle pour retourner en partie l'opinion juive et la conforter dans l'idée qu'il n'y a rien à faire avec les Palestiniens. Et, si la responsabilité en incombe de ce fait en grande partie aux dirigeants israéliens, le simple fait d'avoir opté, sur le plan politique, pour ce procédé des prises d'otages, leur ouvrait cette possibilité. En tout cas, ces prises d'otages ne pouvaient que signifier concrètement, pour le peuple israélien, que le FDPLP le considère comme un ennemi au même titre que ses dirigeants. Et l'offre de « dialogue » faite par Nayef Hawatmeh en mars dernier aux partis de gauche israéliens — qui avait eu un effet favorable en Israël — en a perdu tout impact politique. Les événements montraient que ce dialogue n'avait rien à voir avec « l'internationalisme prolétarien » et n'était qu'une offre de négociation entre nationalistes, sur la base d'un certain rapport de forces.

L'OLP face à la perspective d'un État palestinien en Cisjordanie



Le nationalisme étroit, le refus de combattre les réactionnaires arabes expliquent bien des revirements : sous l'égide de Nasser, Arafat serre la main d'Hussein au lendemain des massacres de « Septembre noir ». (Ph. AFP)

Un Etat-croupion

En restant toutes sur ce terrain, celui du nationalisme, les organisations palestiniennes ne peuvent d'ailleurs que se trouver unanimes pour accepter la perspective de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie, même si cet Etat, s'il voit le jour, ne peut être qu'un Etat-croupion, tenu en respect à l'Ouest par Israël, à l'Est par la Jordanie. C'est que les événements ont clairement montré, depuis 1967 et surtout depuis 1970, que, sur le terrain où les organisations palestiniennes se placent, il n'y a rien à espérer d'autre, dans l'actuel rapport de forces entre les différents Etats de la région, Etat juif et Etats arabes. Pour recouvrer toute l'ancienne Palestine et permettre au peuple palestinien de retrouver réellement ses droits, il faudrait un tout autre rapport de forces international, que l'OLP ne peut espérer pour l'instant. Les organisations palestiniennes ne peuvent que se dire que, dans ces conditions, si la création d'un tel Etat n'est pas une solution, elle serait en tout cas mieux que rien.

Une politique internationaliste n'est pas utopique

Il y a bien sûr une autre politique. Celle qui, au lieu de rechercher l'appui des gouvernements arabes pour tenter d'imposer des concessions à Israël, s'adresserait à tous les peuples du Moyen-Orient pour leur dire que ses ennemis sont non seulement le gouvernement pro-impérialiste d'Israël, mais tous les gouvernements réactionnaires arabes, pour dire que la seule issue est la lutte commune de la classe ouvrière d'Israël et des peuples arabes contre les régimes réactionnaires du Moyen-Orient, pour une Fédération socialiste des peuples de la région. Cette politique peut paraître utopique. Mais elle est en fait la seule réaliste, la seule qui puisse sortir de l'impasse les peuples du Moyen-Orient. Toutes les autres politiques ont clairement montré leur faillite, et n'ont conduit les peuples de la région que d'une guerre à une autre, ou à un massacre comme celui de septembre 1970, et, en permanence, à l'exaspération de la haine nationale et chauvine.

Mais une telle politique impliquerait que les organisations palestiniennes ne soient pas des organisations nationalistes, ce qu'elles sont en fait. Et leur absence de perspectives réelles pour le peuple palestinien n'a pas de quoi surprendre. Elle n'est que l'illustration de l'impasse où mène le nationalisme.

André FRYS.

droits depuis 26 ans

Gaza, des dizaines de milliers de Palestiniens sont convoyés vers l'Egypte ; le village de Jiftlik, sur la rive occidentale du Jourdain où vivaient environ 6.000 réfugiés palestiniens depuis 1948 est détruit de fond en comble. N'hésitant pas à utiliser le napalm contre les populations civiles, les armées israéliennes font le vide par la terreur sur les territoires qu'elles occupent. Elles préparent l'implantation rapide de colonies juives, pratiquant la politique du fait accompli pour le lendemain du cessez-le-feu.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE S'ORGANISE

Une nouvelle vague de réfugiés afflue alors dans les pays limitrophes. En septembre 1967, 200.000 Palestiniens (dont 93.000 étaient déjà d'anciens réfugiés de 1948) arrivent de Cisjordanie, 110.000 de Syrie, 35.000 de Gaza et du Sinaï. Et en février 1968, les statistiques officielles peuvent estimer à un million le nombre de personnes chassées par la guerre de 1967. Depuis, dans les pays où les Palestiniens ont trouvé un refuge précaire, les incidents ne cessent de se multiplier. En particulier, depuis 1969, date à laquelle se sont constituées les principales organisations de résistance palestiniennes qui entreprirent d'exprimer par les méthodes terroristes, le refus de tout un peuple de se laisser rayer en silence de la carte du monde et sa volonté de rappeler y compris par des bombes, son droit à l'existence.

HUSSEIN ORGANISE LE MASSACRE

Les gouvernements arabes, subissant la pression d'Israël et de leurs propres milieux réactionnaires qui visent à la liquidation du « problème palestinien », durcissent leur position vis-à-vis des réfugiés, voyant dans les camps misérables des foyers de troubles et dans chaque réfugié un fedayin. En septembre 1970, Hussein fait bombarder les camps de réfugiés en Jordanie, procédant à une tentative d'extermination pure et simple de la population palestinienne. Israël multiplie les coups de forces contre les pays qui accueillent des réfugiés : le sud-Liban voit à plusieurs reprises des villages détruits par l'armée israélienne. Au terrorisme des organisations palestiniennes qui, en septembre 1972, se traduit par l'assassinat à Munich de la délégation olympique israélienne, Israël répond en instaurant un véritable terrorisme d'Etat s'exerçant contre les populations civiles de villages frontaliers libanais. Et la liste serait longue : en passant par la guerre du Kippour d'octobre 1973 aux massacres, représailles et destructions qui continuent de s'abattre sur la population civile palestinienne.

LE DROIT A L'EXISTENCE

L'escalade dans le terrorisme et la répression, l'engrenage sanglant dont la population civile palestinienne est la première victime, ont longtemps traduit, entre autres choses, le fait que chaque rencontre internationale en vue d'un règlement au Moyen-Orient devait aboutir à une entente sur le dos des Palestiniens sinon à leur liquidation en tant que collectivité nationale. Mais par sa lutte, ce peuple qui n'a plus rien à perdre que les barbelés des camps de réfugiés, a su imposer sa présence, ses aspirations, son droit à l'existence, à une existence nationale. Et aujourd'hui moins que jamais, aucun règlement ne pourra intervenir durablement sans que les droits du peuple palestinien soient reconnus et respectés.

L. PLAIN.

C'est grâce à sa lutte que le peuple palestinien se voit aujourd'hui reconnu par la plupart des Etats. (Ph. Fath)

L'UNESCO BOYCOTTE ISRAËL

L'UNESCO a refusé d'inclure Israël dans une région du monde, ce qui revient à lui interdire de participer aux activités de l'organisation culturelle de l'ONU.

L'UNESCO, où les Etats du Tiers Monde font maintenant la majorité, entendait ainsi marquer le coup contre la politique annexionniste de l'Etat d'Israël, politique qui se traduit, entre autres, sur le plan culturel, par des fouilles archéologiques dans la ville même de Jérusalem, qui théoriquement n'est qu'un « territoire occupé » dont le sort futur n'a pas encore été fixé.

Cette décision n'a pas seulement entraîné l'indignation des Israéliens, des Juifs, et des personnalités connues pour leurs prises de position en faveur d'Israël ; un certain nombre d'intellectuels, dont certains sont très marqués à gauche, comme Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, ont protesté par une déclaration signée par une trentaine de personnalités ; Françoise Giroud, quant à elle, a fait savoir spectaculairement qu'elle refusait de participer à un débat sur la femme qui devait se tenir sous l'égide de l'UNESCO.

Pour ces personnalités, ces intellectuels, l'UNESCO devrait donc être le lieu où, au-dessus de la mêlée, se rencontrent, s'épaulent et s'échangent les cultures du monde entier, indépendamment des problèmes politiques.

Pourtant, pour les dirigeants israéliens ce sont bien les préoccupations politiques qui priment, et non pas les préoccupations culturelles ou sociales : les fouilles actuellement accomplies à Jérusalem, quelque importance qu'elles aient sur le plan culturel, ne sont en fin de compte, qu'un moyen de plus pour l'Etat d'Israël d'établir son autorité de fait sur un territoire qu'il ne compte en aucun cas rendre ; tout comme la construction, autour de Jérusalem, d'immeubles d'habitation de plus en plus nombreux, ne répond pas à la seule préoccupation de résoudre la crise du logement !

S.F.

A l'Assistance Publique :

Les hospitaliers n'ont pas dit leur dernier mot

LES mouvements commencés dans les hôpitaux parisiens depuis le 13 novembre (cf LO n° 326) durent toujours, et, dans une dizaine d'hôpitaux, la grève a été reconduite jusqu'au mardi 3.

Dans la majorité des hôpitaux une assemblée générale quasi-quotidienne continue à rassembler une partie du personnel. Et le jeudi 28, cinq mille hospitaliers de la région parisienne ont manifesté de la République à Victoria (siège de l'Assistance publique).

Mais, cela fait maintenant plus de quinze jours que le mouvement dure dans les hôpitaux et il a toujours conservé les mêmes caractéristiques : il est resté limité à 10 ou 15 % du personnel. Celui-ci se réunissait en assemblées générales et n'a pas beaucoup gêné l'administration hospitalière.

C'est que, si les syndicats CGT et CFDT ont été à l'origine du mouvement, ils ont tout fait pour que celui-ci garde un caractère « respectable », légaliste et finalement bien timoré.

En effet, ils n'ont rien fait pour coordonner un tant soit peu les mouvements dans les différents hôpitaux, ils n'ont rien fait surtout pour capitaliser la mobilisation dans une campagne de dénonciation publique sur les conditions scandaleuses dans lesquelles le personnel doit assurer les soins aux malades. Et cela, mêmes minoritaires, nous pouvions le faire pendant notre mouvement, car la population est très sensible au problème de la Santé. Et le personnel hospitalier est bien le mieux placé pour montrer aux travailleurs, par des faits concrets, précis, à quelle misère, matérielle et humaine, les économies criminelles des pouvoirs publics réduisent les hôpitaux.

Mais cette dénonciation, les syndicats s'y sont opposés, allant, comme à Broussais, jusqu'à détruire les banderoles dénonçant des faits trop précis.

Aussi, devant l'absence de perspectives du mouvement, beaucoup se demandaient, au lendemain de la manifestation à Victoria, comment continuer et où nous allions...

Ce jour-là, 29 novembre, les organisations syndicales étaient reçues par la direction de l'AP. Elles n'ont quasiment rien obtenu : rien sur les salaires, rien sur les effectifs, seulement quelques miettes sur la prime annuelle qui ne sera plus amputée par les arrêts-maladie, congés de maternité, etc.

L'administration a toutefois décidé de payer les jours de grève aux agents présents au moins quatre heures dans les services... ce qui revient en fait à accepter de payer tous les jours de grève. Et cela montre bien que si notre mouvement n'a pu faire céder l'AP, elle se méfie quand même et ne tient pas à nous pousser à bout.

Les organisations syndicales, elles, semblent satisfaites de ce résultat et se préparent à proposer, lundi, l'arrêt du mouvement... ou plutôt sa « continuation sous d'autres formes » (journée d'action le 12 décembre). A l'hôpital d'Ivry, par exemple, les dirigeants CGT discutaient pour savoir s'il fallait, au panneau syndical, présenter les broutilles obtenues comme une « victoire » ou une « petite victoire » ! Et à Sainte-Anne, la CGT est déjà passée dans les services pour annoncer la reprise pour mardi.

Mais même si la « grève », à l'issue des votes en assemblées générales, doit s'arrêter lundi, la mobilisation n'en sera pas perdue pour autant. Et, bon nombre d'entre nous ne sont plus prêts à accepter de travailler dans un hôpital dans des conditions impossibles qui cache des scandales innombrables.

Ce que l'on cache au public dans les hôpitaux

A Sainte-Anne : Pour un service de quatre-vingts malades, il y a une seule baignoire et un malheureux lavabo collectifs.

Le linge de corps des malades n'est changé qu'une fois par mois.

Dans plusieurs services, les locaux sont si vétustes que les plafonds sont étayés. Les architectes refusent d'y toucher de peur qu'ils ne s'écroulent... et on y laisse des malades.

Dans le service de Neuro-Chirurgie, à la réanimation, il n'y a qu'un seul appareil de respiration artificielle pour seize à dix-huit malades menacés à tout moment d'arrêt respiratoire. Résultat ? Si deux malades défaillent en même temps, il faudra choisir le malade qu'on sauvera et celui qu'on laissera mourir.

A Beaujon : en Cardiologie, il y a une seule infirmière pour trente malades. Si deux malades ont un arrêt cardiaque en même temps, qui l'infirmière devra-t-elle secourir en premier ?

En salle de réanimation, la semaine dernière, un malade atteint d'une fracture cervicale est tombé de son lit... Là aussi, il n'y avait qu'une seule infirmière et pas de ridelles adaptées au lit.

A Broussais : où il y a le plus d'opérés à cœur ouvert, il va falloir ralentir le nombre d'opérations car le stock d'anticoagulants indispensables aux traitements post-opératoires est épuisé et ne sera renouvelé que le mois prochain.

A Cochin : de 15 à 23 heures, une élève-infirmière de troisième année est la seule soignante dans un service d'Urologie.

A la Salpêtrière : on a trouvé des asticots dans le pansement d'un malade parce que, faute de personnel, si on a le temps de faire respirer le malade, on n'a pas le temps de surveiller et de changer ses pansements.

Norton (La Courneuve)

UN SECTEUR EN GRÈVE ILLIMITÉE

A l'heure où nous écrivons, les cent dix travailleurs du secteur de fabrication des réfractaires de chez Norton à La Courneuve sont en grève illimitée depuis maintenant quatre jours.

Le mécontentement a éclaté mardi dernier devant le refus de la direction de respecter ses engagements.

Chez Norton, on travaille aux pièces. Il y a trois ans, la direction et le syndicat CGT signaient un accord pour que la part du salaire garanti soit révisée régulièrement.

Dans ce secteur, aux Réfractaires, cet accord n'a pas été appliqué et de ce fait, les salaires garantis se trouvent être les plus bas de l'usine alors qu'il s'agit du secteur le plus pénible sur le plan des conditions de travail. Et les chefs y ont une attitude des plus méprisantes vis-à-vis des travailleurs quand ils ne vont pas jusqu'à les insulter.

Aussi, quand mardi dernier, les délégués CGT et CFDT du secteur ont réuni les travailleurs pour leur faire part du nouveau refus de la direction, ceux-ci ont refusé d'attendre plus longtemps et ont décidé à l'unanimité la grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications : revalorisation des salaires de base, augmentation de 5 points pour ceux qui travaillent à l'heure.

Et depuis, ils ont à maintes reprises montré leur détermination. Mercredi ils ajoutaient à leurs revendications le paiement des heures de grève ; puis ils défilaient dans l'usine avec pancartes et banderoles aux cris de **« Nous voulons, nous aurons satisfaction ».** Le moral était au beau fixe et à leur passage ils ont été applaudis. En attendant d'être reçus par la direction, ils se sont installés dans ses couloirs chantant **l'Internationale** et scandant des slogans. Ils l'ont aussi obligée à accepter que des travailleurs non délégués participent aux entrevues. A deux reprises, ils ont sommé les chefs du secteur de s'expliquer devant tout le monde. Et c'en était fini de l'arrogance de ces messieurs ; c'est à des visages pâles et à des mâchoires contractées qu'elle avait fait place.

Pendant toute la journée, parmi les grévistes l'ambiance fut enthousiaste et chaleureuse, et beaucoup dirent : **« Pour une fois, on est bien dans l'usine, on peut discuter ! ».**

La direction, quant à elle, fait depuis quatre jours, des propositions. Mais les travailleurs des Réfractaires les ont à chaque fois repoussées car elles n'étaient en fait que des demi-mesures.

Leur détermination a d'ailleurs provoqué dans toute l'usine, outre une sympathie évidente, la mise en avant de revendications similaires dans d'autres secteurs : les 5 points et la revalorisation des salaires garantis.

Lundi, une nouvelle entrevue avec la direction doit avoir lieu. Et si elle ne cède pas, non seulement les travailleurs des Réfractaires sont décidés à continuer la grève mais la lutte pourrait s'étendre à d'autres secteurs de l'usine.

Correspondant LO.

Grandin (Montreuil)

Vers la liquidation de l'entreprise

CHEZ Grandin, société de radio-télévision à Montreuil-sous-Bois, le bilan vient d'être déposé. Ce qui entraînera le licenciement soit des deux tiers du personnel soit de sa totalité, avec la liquidation de l'entreprise. Aujourd'hui, officiellement, nous ne sommes que quatre cent cinquante alors que nous étions huit cents il y a moins d'un an. Les salaires insuffisants, les menaces sur l'emploi ont poussé des centaines de personnes à chercher du travail ailleurs.

Pourtant, dès l'annonce du dépôt de bilan, l'atmosphère s'est momentanément modifiée dans les ateliers ainsi que dans les bureaux et les laboratoires.

A l'initiative de la CGT, plusieurs débrayages ont eu lieu, les premiers relativement suivis par la majorité des travailleurs, les derniers ne comptant que quelques dizaines de personnes. Il en fut de même pour les délégations que nous avons effectuées à la mairie de Montreuil, puis à la préfecture.

Mais la courte mobilisation qui a eu lieu à l'annonce du dépôt de bilan a fait long feu. Dans l'ensemble, les travailleurs sont découragés, malgré les efforts de la CGT et de la municipalité PCF.

Mais il n'est pas encore certain que Grandin pourra liquider l'entreprise et licencier comme il l'entend. Jeudi 28 novembre, lorsque l'administrateur provisoire est venu à l'usine, il a été accueilli par une soixantaine de travailleurs en colère qui l'ont entouré et contraint à répondre à leurs questions. C'est un avant-goût de ce qui pourrait se passer à Grandin le jour où les licenciements seront effectivement annoncés.

Correspondant LO.

CITROEN... CITROEN... CITROEN...

2700 suppressions d'emplois aujourd'hui...

...mais 6000 hier

« 2.700 suppressions d'emplois, cela pourrait faire sourire » **c'est en ces termes que** Le Figaro **commentait les licenciements prévus à Citroën. Mais, pas plus dans les journaux qu'au CCE, la vérité n'a été dite sur ce qui se passe réellement dans cette maison où la direction s'emploie à entretenir un climat d'incertitude sur l'emploi et a entrepris de faire démissionner les travailleurs, n'ayant pas ainsi à reconnaître qu'elle procède à des licenciements. C'est ainsi qu'environ 6.000 travailleurs (8.000 d'après les syndicats), des OS en majorité, se sont retrouvés à la rue en moins d'un an.**

Déjà, à Noël 1973, Citroën fermait purement et simplement ses portes pendant les congés de fin d'année, nous obligeant à prendre des congés payés anticipés sur ceux de 1974.

A certains travailleurs immigrés qui demandaient à cette occasion un congé sans solde pour aller dans leur pays, la direction répondait par la négative. Ainsi certains, qui tenaient à faire le voyage, devaient démissionner.

Le comble c'est que, quelques semaines plus tard, la direction faisait convoquer un à un les travailleurs immigrés en leur conseillant de prendre un congé sans solde de deux à trois mois et, à ceux qui refusaient, elle faisait comprendre qu'il risquait de ne plus y avoir de travail pour eux. Ces travailleurs n'avaient finalement le choix qu'entre partir ou prendre un congé sans solde. Mais comment vivre « sans solde » durant deux ou trois mois, sinon en allant chercher du travail ailleurs ?

Au courant du mois de janvier 1974, la direction a même eu l'intention de suspendre « provisoirement » 1.000 contrats de travail, en envoyant les travailleurs concernés s'embaucher pour six mois dans des entreprises du Bâtiment. Il va sans dire que la plupart de ceux qui ont eu de telles offres ont préféré démissionner plutôt que d'aller travailler en province, comme la plupart des contrats pour le Bâtiment le prévoyait.

Enfin, pour chasser les travailleurs, la direction Citroën a employé ses traditionnelles méthodes qui ont fait leur preuve depuis longtemps : elle donne à un ouvrier le travail de deux ou trois, le contraignant à accélérer sa cadence, elle le change de poste chaque jour et, si ce régime ne se révèle pas suffisamment efficace pour le faire partir de lui-même, elle le mute dans une usine Citroën éloignée de son domicile, elle en arrive même à le changer d'usine tous les quinze jours. Peu résistent à ce régime et, comme il y a toujours une lettre de démission en attente sur le bureau de l'agent de secteur, beaucoup finissent pas signer leur démission.

C'est ainsi qu'au moins 6.000 travailleurs ont « démissionné » ou, comme l'ont révélé certains journaux, il y aurait eu « 6.000 départs naturels », selon l'expression de Citroën. En fait de départs naturels, il s'agit bel et bien de licenciements collectifs. Mais tous les travailleurs qui ont ainsi perdu leur travail n'auront pas droit à leurs indemnités de licenciement. Et Citroën peut aujourd'hui faire appel à la générosité de Giscard, générosité qui se monterait à quelque 1,5 milliard. Ce ne sont évidemment pas les travailleurs qui en profiteront.

AUX ÉLECTIONS DU C.E. :

PRESSION... RE... PRESSION

Comme à chaque élection, tout est mis en œuvre par la direction pour faire en sorte que le maximum de travailleurs votent CFT. Le quadrillage des ateliers est fait avec minutie avant les élections et le jour même.

Tous les travailleurs sont appelés un à un chez l'agent de secteur. Là, on leur demande ce qu'ils vont voter. Suivant ce qu'ils répondent, on leur donne des consignes. A celui qui n'a pas l'intention de voter CFT et qui pour cela essaie de répondre à côté, l'agent de secteur dit qu'il n'a pas besoin d'aller voter. Pour les autres, on leur donne le bulletin CFT avant. Dans tous les cas il leur faut rapporter les trois autres bulletins, CGT, CFDT et FO, à la maîtrise.

Malgré toute cette mise en condition, il y a des bavures. Au dépouillement, on a trouvé dans des enveloppes le bulletin CFT avec un papillon portant le nom du votant, le tout attaché avec un trombone ! Mais si certains ont trop bien respecté les consignes, d'autres s'y sont opposés.

Un travailleur qui n'avait pas respecté les consignes CFT a été appelé par le contremaître et a été sommé de s'expliquer . « Je n'ai pas fait ce que l'agent de secteur m'a demandé et je ne le ferai jamais », **a-t-il rétorqué. Sur ce, il s'est adressé à un délégué pour faire venir l'inspecteur du Travail.**

Voilà comment la CFT obtient la majorité aux élections chez Citroën.

Néanmoins, dans le XV° tout au moins, une légère poussée s'est faite en faveur de la CGT qui gagne 4,5 %.

C'est surtout chez les employés et les professionnels qu'elle s'est effectuée. C'est là que les pressions de la direction ont été les moins fortes, mais aussi, c'est là où se trouvent les délégués.

Un certain nombre d'OS ont aussi voté CGT ou CFDT.

Cela montre que, pour les organisations ouvrières, tout n'est pas perdu à Citroën, que, malgré les pressions, les intimidations, la répression, des travailleurs sont toujours prêts à faire confiance aux syndicats ouvriers et à se battre avec eux. Mais ce serait maintenant aux syndicats (et pas seulement à ceux de Citroën, mais aussi et surtout aux fédérations et confédérations) de savoir répondre à leur attente.

La CFT, côté face...

...et côté pile : qui se ressemble...

(Ph. Fotolib)

IL FAUT CHOISIR SON CAMP

LA CGT s'indigne, elle s'indigne de ce que Citroën « **exporte ses capitaux... développe son appareil de production hors des frontières du pays, pour ensuite introduire sur le marché français une part de plus en plus importante de la production réalisée à l'étranger** » ; elle s'indigne de ce que la « **capacité de production de l'usine de Vigo en Espagne ait été augmentée** ».

Mais est-ce en ces termes que la CGT, s'adressant au Comité Central d'Entreprise, entend se faire le porte-parole de l'intérêt des travailleurs menacés de licenciements ?

Serait-il dans l'intérêt des travailleurs de ce pays de voir dans ceux d'Espagne ou d'ailleurs les responsables du chômage qui risque de se développer en France, comme il se développe déjà en Angleterre, en Italie et partout en Europe ?

De même, les travailleurs de chez General Motors en France ou en Europe sont-ils responsables des licenciements qui ont lieu dans cette entreprise aux USA.

Il n'est pas dans l'intérêt des travailleurs de se tromper d'ennemi. Les travailleurs n'ont qu'un ennemi, ce sont les patrons, ce sont les capitalistes. Ce sont eux qui sont responsables de la crise et du chômage et ce sont eux qu'il faut faire payer. Comment ne pas faire les frais de la crise ? Là réside le problème des travailleurs.

Et ce n'est pas en se faisant les chantres de « l'intérêt national », ce n'est pas en confondant les intérêts des travailleurs avec la renommée de Citroën que nous en trouverons les moyens.

Et quand la CGT s'indigne de ce que « **le renom de Citroën et de sa technique à travers le monde soit sacrifié** », on se demande bien de qui elle se fait le défenseur.

CE N'EST PAS LA VIE DE CHATEAU

prenons la direction au mot

● *MICHELIN (Cholet)*

A OPK, les travailleurs des calandres mobiles ont souvent à réaliser un numéro d'acrobaties sans filet. Au-dessus de ces machines, passent les fils qui constituent les nappes métalliques. Pour y accéder, les travailleurs doivent faire de l'équilibre à deux mètres de hauteur sur les poutres et les traverses. Il y a bien une passerelle mais elle n'est pas assez près et ne permet pas d'accomplir tout le travail.

La direction, au lieu de faire poser une passerelle adaptée au travail, fait dire qu'il est interdit de circuler sur les poutres, comme cela, si un accident se produit, la maîtrise pourra comme d'habitude faire courir le bruit que c'est l'ouvrier qui est responsable.

Puisqu'elle voit les choses comme cela, prenons la direction au mot : refusons de monter sur les poutres et de travailler dans ces conditions. Ainsi elle sera bien obligée de prendre les mesures de sécurité avant l'accident.

le labyrinthe

● *RNUR (Billancourt) Dép. 49*

Au 49-58, il va bientôt falloir faire de l'escalade pour aller aux WC ou se laver les mains.

En effet, le passage se rétrécit au fur et à mesure que l'on entasse des bennes autour de la porte. Un de ces jours, il faudra se munir de cordes et de crampons pour pouvoir satisfaire un de nos besoins élémentaires.

Pourtant, la solution est simple ! Il suffirait que la direction trouve un autre endroit pour entreposer ses bennes.

de mauvais prétextes

● *DASSAULT (Boulogne)*

A l'atelier des Pointes avant, les travailleurs mécontents avaient obtenu de la direction l'insonorisation de leur lieu de travail. Ce qui n'est pas un luxe. Il suffit d'y passer pour le comprendre !

Mais, pour la direction tout est bon pour faire traîner les travaux. On se souvient que, dernièrement, elle avait invoqué la hausse du prix du bois pour retarder l'achat des poutrelles servant à renforcer la toiture. Puis elle invoqua des difficultés à se procurer des plaques insonorisantes, venant soi-disant de l'étranger, nécessaires à la continuation des travaux.

Eh bien, aujourd'hui, c'est le manque de peinture ! D'après elle, on ne peut pas mettre de belles plaques sur des murs sales. C'est peut-être possible. Mais qu'elle ne vienne pas invoquer les difficultés d'approvisionnement de peinture.

Car de la peinture, il n'en manque jamais pour ses avions !

ÇA NE VA PAS, LA TÊTE

les idées lumineuses de la MTC

● *MTC-INDRECO (Tours)*

L'éclairage au néon vient d'être installé rue de Metz. On pouvait penser au début que nous allions enfin voir un peu plus clair pour travailler, mais il ne fallait pas rêver !

Les néons ont été installés dans le bureau du chef, dans le magasin, dans les deux pièces à côté du bureau et dans l'entrée... mais justement pas dans l'atelier! Avouez qu'il fallait y penser ! Mais cette idée « lumineuse » est bien digne de la direction...

la restructurationnite galopante

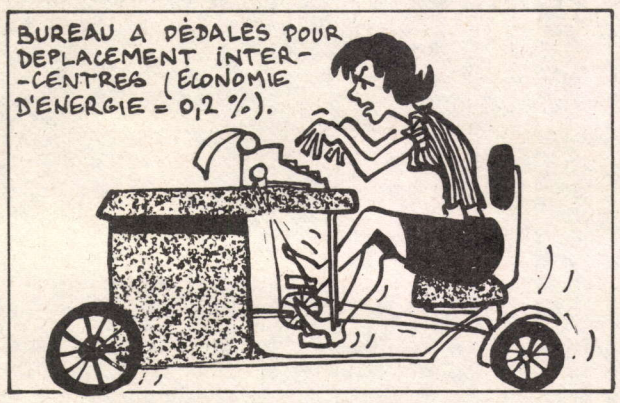
● *CREDIT LYONNAIS*

Depuis quelques années, un nouveau mal a fait son apparition au Crédit Lyonnais parmi les membres de la direction. C'est un virus qui atteint de préférence les technocrates de l'organisation. Et le nom de la maladie qui les frappe serait la « restructurationnite ».

Les troubles occasionnés s'apparentent avec une manie que vous devinez sans peine : structurations et restructurations, déménagements et implantations des services ici et là, au mépris du personnel qui y travaille, bien entendu !

Un service, victime de ces maniaques, a subi pour sa part cinq déménagements en quelques années. « Bourse Etranger », en effet, est parti du Siège à Levallois, est revenu rue de Hanovre, puis est retourné ensuite à Levallois. Dernièrement, on prévoit son point de chute au Siège ou à Haussmann.

Un autre service subit également les sévices de ces cerveaux malades : c'est le Département de l'Assistance Technique (DCAF - Défense). Il fut créé il y a deux ans par fusion du Département Banque et du Département



Commerçants et Particuliers. Aujourd'hui, « on » ne sait pas pourquoi on avait fait cela : alors on le dissout !

Nous ne nous appesantirons pas sur les services de la DOE qui, après avoir fait un aller Siège-Saint-Martin - René-Boulanger, vont partir bientôt à Levallois.

Mais on peut aussi citer Fichier Central Clients qui fait le circuit suivant : Immeuble Richelieu - Rue Feydeau et Cadet le mois prochain.

Cette maladie tourne à la folie et il faudrait d'urgence trouver une thérapeutique si nous ne voulons pas, de plus en plus nombreux, en être les victimes.

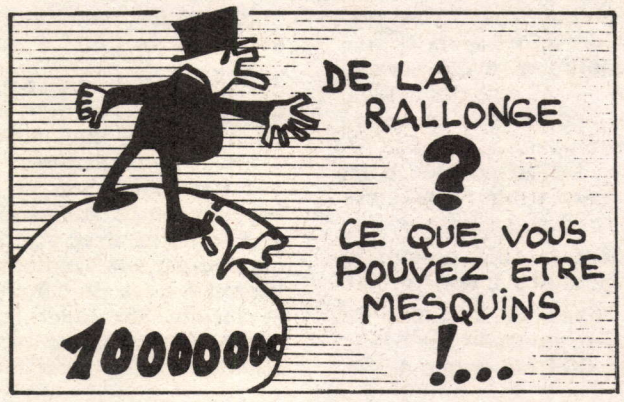
UNE SUGGESTION

et pour quelques milliards de plus

● *PCUK (Villiers-Saint-Paul)*

La direction vient de faire savoir qu'elle allait procéder à une révision des classifications. La direction générale prétend — sans rire — que cette mesure va lui coûter trois milliards.

Il y a pourtant un moyen bien simple de nous faire bénéficier de ces trois milliards (si ces trois milliards ne



sont pas un mythe). En les divisant par le nombre de travailleurs de PCUK, on obtient 200.000 F pour chacun.

Alors, messieurs de la direction, chiche ?

NON AUX LICENCIEMENTS

licenciements déguisés

● *FLAMBO (Vierzon)*

A Flambo, vous dira-t-on, on ne licencie pas. Non, bien sûr. Seulement, la majorité des travailleurs dont le contrat arrivait à sa fin se sont vus remerciés et le contrat n'a pas été renouvelé. D'autres, plus chanceux, l'ont vu prolongé d'un mois seulement.

Cette formule des contrats d'un, deux ou trois mois est bien pratique pour le patron. Cela lui permet de licencier le plus légalement possible, sans aucun ennui, sans rien débourser. Quant à ceux qu'il renvoie ainsi, il s'en moque. La direction a fait ses bénéfices sur leur dos, en les payant le minimum, puis elle les renvoie en sachant très bien qu'ils ont peu de chance de trouver du travail ailleurs en ce moment.

Nous ne pouvons accepter ces licenciements déguisés : aujourd'hui ce sont les travailleurs sous contrats, demain peut-être les autres.

S'il y a une diminution de travail à faire (ce qui est loin d'être le cas pour l'instant), tout le monde doit rester dans l'usine. Le travail sera réparti entre tous sans diminution de salaire.

A Flambo de payer, pas à nous.

NOUS NE SOMMES PAS DES CITRONS

les grippe-sous

● *DASSAULT (Boulogne)*

Jusqu'à maintenant, les intérimaires bénéficiaient, à la suite d'un accord syndicat-direction, de la cinquième semaine de congés d'hiver, de l'ancienneté et de la possibilité d'être embauchés après huit mois à leur catégorie c'est-à-dire P4.

Or la direction a décidé tout bonnement d'embaucher désormais les intérimaires comme P3, alors qu'ils ont toujours la même qualification. Et de plus, elle leur supprime la cinquième semaine et les congés d'hiver. En langage clair cela s'appelle du truandage.

trop vieux pour la rallonge jamais pour le travail

● *ALSTHOM (Saint-Ouen)*

A la Chaudronnerie, le chef de production représente bien les intérêts du patron. Il l'a prouvé une fois de plus et d'une manière particulièrement dégoûtante.

Des camarades qui n'avaient pas eu d'augmentations individuelles depuis pas mal de temps se sont entendu répondre : **« Vous êtes trop vieux, vous ne pouvez plus évoluer ».** Donc pas de rallonge...

Pour ce monsieur, arrivé à un certain âge, on n'aurait plus le droit de vivre comme tout le monde. Nous ne sommes pas d'accord. Si les anciens ne peuvent accepter des postes trop pénibles, c'est bien de la faute des patrons et de leurs larbins qui les ont exploités au maximum le temps qu'ils tenaient et qui les oublient quand d'après eux le rendement baisse.

C'est ça la politique des patrons et nous le savons. Mais que ce larbin de la direction fasse attention à ses paroles car nous pourrions, tout **« vieux que nous sommes »**, les lui faire ravaler.

AU RISQUE DE NOTRE VIE

la direction n'a pas les mains blanches

● *CTR (Rueil)*

Une fois de plus un accident a eu lieu lors d'essais sur l'autoroute A6 à la hauteur d'Auxerre dans la nuit du 6 au 7 novembre.

Dans cet accident près de trente voitures se sont carambolées. Cela suffit à la direction pour invoquer la fatalité.

Bien sûr, l'accident n'a pas eu lieu dans l'usine et la direction peut prétendre qu'elle n'est pas responsable des dangers de la circulation.

Elle porte, malgré tout, une part de la responsabilité de cet accident. Car il est sûr que la Régie, comme tous les constructeurs automobiles, ne fait pas le maximum pour tester les voitures, sur tous les plans, avec le plus grand nombre de moyens techniques possibles qui éviteraient d'aller sur les routes.

La Régie refuse d'investir les sommes nécessaires au développement des bancs d'essai. Ce faisant, elle préfère envoyer nos camarades sur les routes qu'elle sait dangereuses, car cela lui coûte moins cher.

Deux essayeurs sont aujourd'hui à l'hôpital et pour protester contre les dangers qu'ils encourent, particulièrement de nuit, leurs camarades ont débrayé une heure, car pour eux aussi, la direction est responsable.

Westinghouse (Sevran)

La direction nous donne un avertissement, nous lui en donnons un aussi

Depuis plusieurs mois, à la Westinghouse, on veut nous faire travailler à des cadences accélérées. Les carnets de commandes sont tellement pleins que la direction veut multiplier les heures supplémentaires, qu'elle a instauré une équipe de nuit et que les réprimandes, sanctions, et brimades pleuvent sur nous, pour nous pousser à travailler toujours plus vite.

Mais la coupe est pleine. Dans une petite équipe d'une douzaine de travailleurs, nous avions décidé d'arrêter le travail à la prochaine engueulade ou sanction.

La prochaine est arrivée le vendredi 22 novembre, cinq minutes avant la sortie : un tourneur était convoqué par son chef qui lui donnait un avertissement sous prétexte de baisse de production.

Le chef espérait sans doute que le week-end allait calmer les esprits. Mais le lundi, à la rentrée, la réaction a été immédiate : dix ouvriers de l'équipe ont débrayé et sont allés demander des comptes au chef : il n'est pas là. Nous allons voir le chef d'atelier : il refuse de nous recevoir. Nous décidons d'aller frapper plus haut et nous nous dirigeons vers les bureaux. Le chef d'atelier voyant cela se ravise alors et accepte de discuter mais refuse de retirer l'avertissement. Nous décidons alors de rester en grève jusqu'à la fin de la journée.

Le lendemain, nous venons un peu plus tôt afin de mettre au courant l'autre équipe, et nous ne reprenons toujours pas le travail.

Nous obtenons une nouvelle entrevue, qui ne donne toujours rien, et nous concluons par ces paroles : « **Vous avez voulu mettre un avertissement à l'un d'entre nous, mais nous aussi nous vous avertissons, à la prochaine sanction nous nous remettrons en grève !** ». Après quoi, nous décidons la reprise du travail. Nous n'avons certes pas obtenu ce que nous avions demandé, mais nous avons marqué le coup et montré que nous sommes bien décidés à nous faire respecter et le moral est au beau fixe.

D'ailleurs, les chefs s'en rendent compte très vite. Dès que nous recommençons le travail, au lieu de nous laisser tranquilles, ils multiplient les réflexions et les reproches. Ce n'était pas le moment de nous chercher querelle : en fin de journée, nous nous remettons en grève pour la dernière demi-heure. Le chef n'en est pas encore revenu...

Correspondant LO.

(Ph. L.O.)

CEM (Le Bourget)

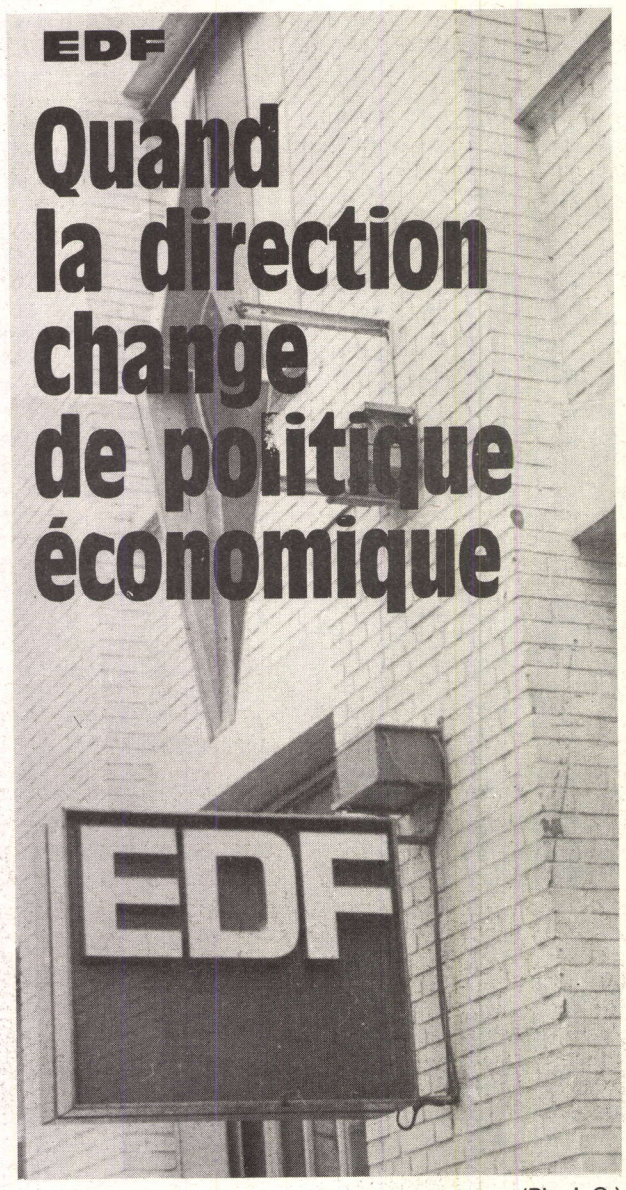
Non à l'impôt sur la prime

A la CEM-Bourget, nous avons depuis longtemps la prime de transport légale et en plus, avantage maison, la carte SNCF remboursée.

A la paye du mois d'octobre, nous avons eu une note de la direction nous expliquant que, désormais, ce remboursement sera soumis aux impôts. C'est-à-dire que, selon l'endroit où nous habitons, nous allons devoir déclarer au percepteur 300 à 500 F en plus à la fin de l'année. Pour certains, cela les fera d'ailleurs passer à la tranche supérieure d'impôt.

L'impôt sur le salaire est déjà difficile à avaler. Mais, maintenant, être imposé sur le remboursement de l'argent que nous avançons à la SNCF pour aller travailler nous semble encore plus aberrant.

Correspondant LO.



EDF

Quand la direction change de politique économique

(Ph. L.O.)

Lorsque vous devenez locataire d'un logement, vous contractez immédiatement avec l'EGF un abonnement qui couvre toutes les installations de gaz et d'électricité déjà en place ou que vous désirez installer. Si aucun changement n'intervient dans les installations, l'EGF ne vous facturait jusqu'à présent qu'une somme forfaitaire pour l'établissement du contrat du gaz qui s'élevait à 17,75 F. Désormais, la direction de l'EGF a décidé de facturer l'établissement du contrat d'électricité en faisant payer 17,75 F si la mise en service ne comporte aucun changement de compteur et 22,75 F si elle comporte un changement de compteur ou de tout autre appareil de comptage.

Par ailleurs, l'installation d'un compteur bleu est normalement facturée de 23 à 200 F selon la puissance. Mais les abonnés qui ont un équipement tout électrique (et non pas gaz plus électricité) bénéficiaient jusqu'alors de la gratuité de l'installation. Dorénavant, la direction de l'EGF a décidé de leur facturer à eux aussi l'installation dans les mêmes proportions. Prétexte : « **la politique d'action commerciale élaborée en 1972 à l'EDF ne répond plus aux impératifs économiques immédiats** ».

En fait de politique économique, c'est du racket des usagers qu'il s'agit et cette mesure ne fait que renforcer le caractère de classe de la politique menée par la direction de l'EGF qui consiste entre autres à faire payer le kilowatt dix fois plus cher aux travailleurs (50 centimes) qu'aux industriels (5 centimes) (prix de revient du kilowatt : 8 centimes).

Renault (Flins)

Débrayage contre le travail du samedi

A Renault-Flins, dans différents secteurs de l'usine et en particulier dans le secteur « CKD » — secteur d'expédition de pièces détachées qui regroupe un millier d'ouvriers —, une campagne se développe contre le travail du samedi. En effet, à la Régie, les travailleurs en équipe viennent encore à l'usine un samedi sur quatre, afin que l'horaire de 42 heures 30 voulu par la direction soit en moyenne assuré. La Régie a d'ailleurs précisé qu'on ne descendrait plus en-dessous de cet horaire, car elle considère que les 40 heures sont en fait effectuées. Elle défalque de ces 42 heures 30 le temps de casse-croûte, alors que celui-ci fait en principe partie du temps de travail !

C'est pourquoi le samedi travaillé est de moins en moins admis par les travailleurs, qui apprécient peu de devoir se lever un sixième jour de la semaine à quatre heures du matin, pour venir effectuer à peine six heures de travail. La suppression du samedi travaillé par le retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire est une revendication de plus en plus populaire.

Enfin, l'annonce de quatre jours chômés à la Régie, indemnisés en tout et pour tout à 60 %, n'a fait qu'augmenter encore le mécontentement dans ce domaine. Alors que l'horaire effectif est encore bien supérieur aux 40 heures, horaire légal MAXIMUM depuis 1936, comment admettre que la Régie ait l'audace de faire une réduction d'horaire aux frais des travailleurs (ce qui serait de toute façon inadmissible !) ?

A l'initiative de la section syndicale CGT du CKD, rejointe par la CFDT locale, un débrayage a eu lieu samedi matin 23 novembre, regroupant une centaine de travailleurs sur les six cents qui travaillaient ce matin-là. C'est sans doute une minorité, mais qui bénéficiait de la sympathie de tous les autres, et une minorité particulièrement combative, qui, quittant le CKD, est allée faire le tour de l'usine, portant une banderole « **non au travail du samedi** ». Et dans toute l'usine, sur les chaînes de Tôlerie et de Mécanique, elle eut droit à la sympathie de tous.

Ce n'est sans doute qu'un début. Un courant s'est manifesté, bien vivant, prêt à lutter contre le travail du samedi, pour le retour immédiat aux 40 heures.

Correspondant LO.

A Flins comme à Billancourt (notre photo), une lutte continuelle contre les heures supplémentaires et les cadences. (Ph. Fotolib)

James Sarrazin

LA POLICE EN MIETTES OU LE SYSTÈME MARCELLIN

JAMES SARRAZIN est journaliste au **Monde,** spécialisé dans la rubrique justice-police. Comme tel, il a suivi pas à pas le « règne » de Marcellin au ministère de l'Intérieur (1968-1974). Et dans son livre, il nous donne, en même temps que les informations qu'il a collectionnées, les impressions qu'il en a retirées.

L'aspect documentaire du livre ne manque pas d'intérêt. Sarrazin retrace l' « œuvre » de Marcellin : centralisation accrue des forces de police, passage des CRS sous l'autorité absolue du ministère de l'Intérieur et surtout accroissement considérable des locaux et des effectifs affectés au maintien de l'ordre : 40.000 hommes dont 18.000 gendarmes, 15.000 CRS et 6.000 membres des compagnies d'intervention des polices urbaines (dont la moitié à Paris) ; alors que, dans le même temps, les effectifs affectés à Police-Secours, aux sorties d'écoles, etc., stagnaient et même régressaient.

Un exemple cité par Sarrazin : le cinquième arrondissement de Paris (environ 100.000 personnes) compte trente à quarante gardiens, à la fois pour Police-Secours, les sorties d'école, la surveillance générale, etc., alors que soixante hommes attendent, en permanence, inoccupés, un hypothétique « trouble de l'ordre public ».

Sarrazin répertorie également les « bavures » qui ont émaillé le ministère de Marcellin, et ce catalogue ne manque pas d'intérêt.

Mais, au travers de cet inventaire, Sarrazin cherche à nous convaincre que le ministère Marcellin, c'est en quelque sorte une vilaine pustule sur le corps sain de la police et que c'est Marcellin, présenté comme un obsédé de l'ordre, qui a gangrené la police.

Mais la police ne date pas de Marcellin, et les exactions n'ont pas commencé avec lui.

La police de Marcellin, c'est à très peu de chose près, la police de Papon, celle qui a « fait » la guerre d'Algérie, en France, et qui a assassiné des centaines de travailleurs algériens.

C'est elle aussi qui, pendant la sale guerre, a brisé les manifestations, chargé la foule au métro Charonne, fait huit victimes, victimes dont les assassins courent toujours... au sein de la police.

Plus loin encore, c'est cette même police qui, pendant la dernière guerre mondiale, a servi tous les maîtres qu'elle pouvait servir, y compris l'occupant hitlérien, dont elle a accompli les basses besognes de répression, d'arrestation, de torture, etc., et qui, la « Libération » venue, s'est vite, vite reblanchie en faisant un jour de grève !

Plus quotidiennement, la police est celle à qui on fait appel, sous Marcellin ou sous d'autres, chaque fois que des travailleurs luttent pour améliorer leurs conditions de vie.

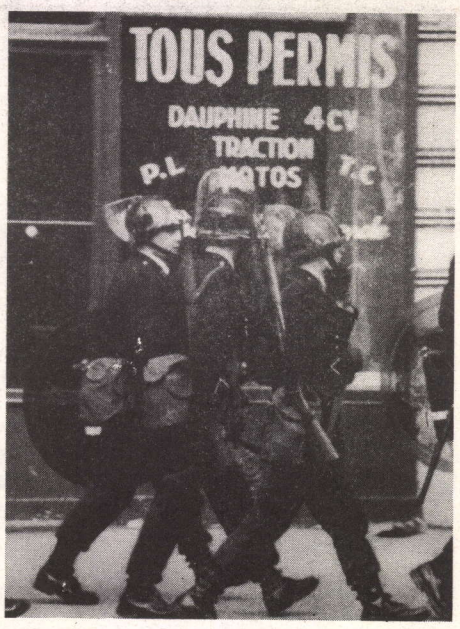
La police de Marcellin, c'est la police de toujours, corrompue, raciste, gangrenée par la violence... mais nécessaire à la défense de l'ordre bourgeois.

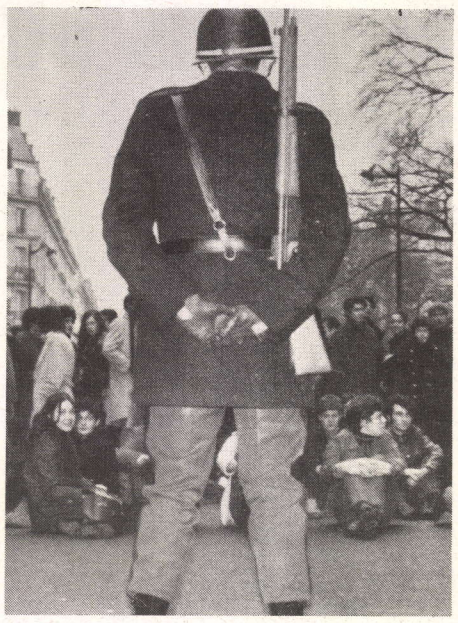
Et c'est dans cette même perspective, aider au maintien de l'ordre bourgeois quelque peu bousculé par Mai 1968, que Marcellin a apporté quelques petites modifications au système. Mais cela n'a rien changé de fondamental, ni à l'état d'esprit, ni aux activités des flics.

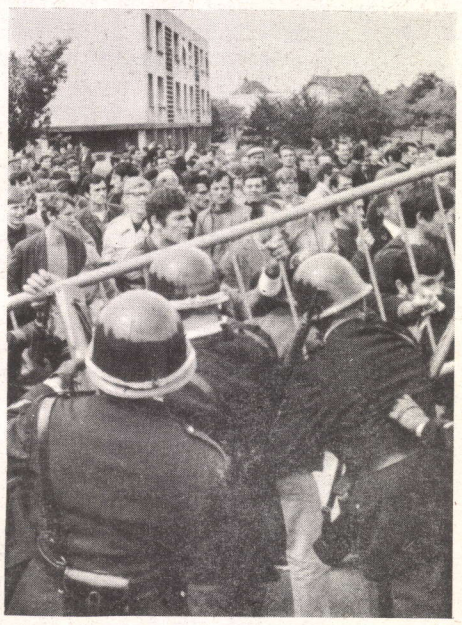
Avant Marcellin, la police était déjà une « bonne police », parfaitement adaptée, et par son recrutement et par sa formation, aux basses besognes qu'on attend d'elle. Car la police, quel que soit le ministre en place, n'est pas un service public utile à la population, mais un corps de répression dirigé contre elle.

Après Marcellin, la police, celle de Poniatowski, continue à être ce corps de répression.

Pascale ROBLET.







Sous Marcellin la police n'a pas manqué de crédits. Avant et après non plus d'ailleurs... (Ph. UPI)

A Charonne, c'est la police de Papon qui a fait huit morts. La police de Marcellin, celle de Papon, c'est la police de toujours. (Ph. AFP)

La police en miettes ou le système Marcellin, **de James Sarrazin - Coll. « Questions d'actualité » - Ed. Calmann-Lévy - 25 F.**

SÉLECTION T.V. DE LA SEMAINE

En cette période de mouvements revendicatifs à l'ORTF, il va sans dire que les programmes ne seront peut-être pas respectés. Mais, si cela doit contribuer à la défense du personnel de l'ORTF, ce n'est pas nous qui nous en plaindrons.

Mardi 3 décembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN présentent **Le lion en hiver,** un film historique américain qui retrace la fin du règne du roi Henri II d'Angleterre et de sa femme. Ce film, plutôt destiné à ceux qui sont familiers avec l'histoire de la Grande-Bretagne, vaut surtout par le jeu des interprètes, Peter O'Toole et Katharine Hepburn.

Mercredi 4 décembre

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

AU RENDEZ-VOUS DES GRANDS REPORTERS, consacre une émission à **l'impasse israélo-arabe,** avec de nombreux documents et la participation de journalistes israéliens et arabes.

Jeudi 5 décembre

TROISIEME CHAINE (20 h 05) :

Un film sur la révolte des paysans de 1381 en Angleterre. Film qui décrit le sort misérable des travailleurs de la terre dans la société féodale.

Vendredi 6 décembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

La deuxième et dernière partie de **Madame Bovary,** d'après Gustave Flaubert.

TROISIEME CHAINE (20 h 35) :

Le diable en collant vert, une comédie espagnole pleine de vivacité, de Tirso de Molina.

Samedi 7 décembre

PREMIERE CHAINE (20 h 40) :

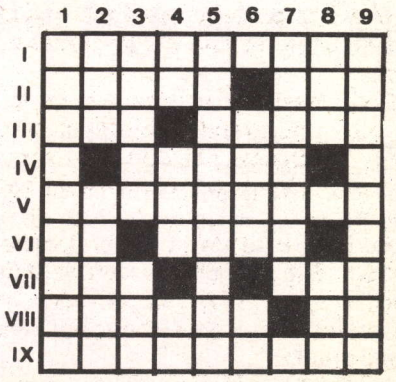
Une soirée Courteline avec quatre de ses petites pièces, dont **Le commissaire est bon enfant.** Son théâtre a un peu vieilli mais reste distrayant.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	I	B	E	R	A	T	I	O	N
II	E	R	O	S	■	C	R	E	D	O
III	S	E	N	T	■	C	A	N	E	■
IV	I	N	N	■	L	I	M	I	T	E
V	N	E	E	S	■	D	■	S	T	N
VI	A	■	S	I	S	E	■	S	E	C
VII	I	L	■	T	O	N	N	E	■	L
VIII	E	M	E	U	■	T	O	I	S	A
IX	N	A	S	A	L	E	S	■	O	V
X	T	A	T	I	L	L	O	N	N	E

HORIZONTALEMENT. — I. Socialiste interplanétaire. — II. Circonspect - Demi-héros de bande dessinée. — III. De la famille à Auguste - Un ion lui manque pour exister. — IV. Son prénom : Bulle. — V. Provocante. — VI. Avec eux on pourrait mettre Paris en bouteille... - Se dirigea. — VII. Grand prix - Un champion des arènes antiques. — VIII. Ira à l'aventure - De la bande à Giscard. — IX. Emettre au nouvel An.

VERTICALEMENT. — 1. De la famille du I horizontal. — 2. Ornement en forme d'œuf - Indique un composé azoté. — 3. A grains ou à fusées - A manqué de chaleur. — 4. Carte maîtresse - Ex-possession portugaise - Interjection. — 5. Ouvrira les yeux. — 6. Vrai - Possède. — 7. En rapport avec le sternum. — 8. Anagramme de la Ire Internationale - Pas toujours primaire. — 9. Apercevoir confusément.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



FEUILLETON

ernst glaeser

le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Viollet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman Classe 22. Toute une génération d'adolescents grandie pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.

Puis, parait La Paix, **récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abattit et du découragement qui s'ensuivit.**

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que parait Le dernier civil. **Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaine.**

RESUME

On est en 1927, à Siebenwasser, petite ville de l'Allemagne méridionale.

Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, retrouve sa ville natale et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Le parti nazi, dirigé localement par le lieutenant Gerhart Träger, a réussi à noyauter l'administration, grâce en particulier au secrétaire municipal, l'ambitieux Kalahne.

La jeunesse est pleine d'enthousiasme pour l'idéal national-socialiste. Les lycéens n'hésitent pas, pour le Führer, à se faire renvoyer de leur établissement : c'est ce qui arrive à Jürgen et à Hans Diefenbach, fils d'un officier tombé à Verdun.

Les retraités, les veuves de guerre (comme Hertha Diefenbach, la mère de Hans); les aigris et les déclassés de toute sorte (comme Maria, la prostituée qui a recueilli Jürgen) mettent en Hitler leurs derniers espoirs.

Bäuerle décide d'acheter le domaine de Roche-Blanche que son actuelle propriétaire, Mlle Fabricius, ruinée par l'inflation de 1923, laisse à l'abandon. Mais elle exige au préalable les excuses orales du maire et du directeur de la banque.

(28)

Au jour dit, trois hommes quittèrent Siebenwasser en auto à la nuit tombante. Ils remontaient le fleuve. Puis, avant le village de Roche-Blanche, ils garèrent l'auto dans une clairière, montèrent silencieusement les pentes du vignoble. Au-dessus d'eux le château étincelait. Toutes les fenêtres étaient éclairées. Les trois hommes trébuchaient dans l'obscurité. Ils atteignirent la cour, ils passèrent devant les étables écroulées. Ils se tinrent par les mains car la nuit était sans lune et agitée de vents furieux. Bäuerle monta le perron en tâtonnant. Il frappa à la porte. La servante ouvrit. Elle portait un tablier blanc et une coiffe au-dessus de son visage gras.

Ces messieurs entrèrent dans la salle de chasse en bas. Une grande table était dressée. De la vaisselle précieuse couvrait la nappe. Des verres à vin et à champagne étincelaient sous les lustres de cristal.

Au haut bout de la table, Ursule Fabricius était debout. Elle portait une robe de taffetas clair à manches bouffantes. De sa perruque d'un gris de soie, de mignonnes petites boucles tombaient sur son front poudré.

Les trois hommes s'inclinèrent silencieusement. La demoiselle fit un signe de la tête et s'assit. Eux aussi prirent place à table. Entre eux et la demoiselle il y avait un espace vide. Ils étaient assis à part tandis qu'Ursule occupait seule le haut bout de la table.

La demoiselle saisit le manche d'une petite sonnette et l'agita.

La servante entra. Elle portait sur les bras deux lourds plateaux. Un des plateaux était couvert de pommes de terre, l'autre de quatre taches de fromage blanc. Sans bruit, la servante fit passer les plats. Sans parler, ces messieurs prirent les pommes de terre et le fromage blanc.

« Bon appétit, messieurs (1) », dit la demoiselle. Elle leva son verre et fit signe à la servante.

La servante alla vers les verres, une bouteille de champagne à la main et les remplit.

« Mumm — drapeau américain (2) », cria la demoiselle en levant son verre, avec un sourire à l'adresse de ces Messieurs. Schrader, Megerle et Bäuerle se levèrent, l'un après l'autre, avancèrent vers la demoiselle, s'inclinèrent et choquèrent leurs verres contre le sien. Puis ils burent l'eau fade qu'on leur avait versée.

« A votre santé, Messieurs (3) ».

Dans les yeux de la demoiselle une fièvre sauvage luisait, ses regards venaient mordre sur les convives comme des vrilles. Le feu blanc d'une terrible haine dansait dans ses prunelles.

— « Ces Messieurs sont au courant de mes conditions ? »

— « Nous sommes prêts à les remplir », répondit le Conseiller Schrader, en regardant son assiette. La demoiselle se leva.

— « Sans protester ? » demanda-t-elle.

— « Sans protester », répondit Megerle.

Les trois hommes aussi s'étaient levés. La servante quitta la salle. Les lumières étincelaient dans les lustres. Au mur, des bois de cerfs, de lourds six-cors alternaient avec des gravures représentant des messieurs à cheval en redingote rouge. Dans la cheminée le feu fumait.

La servante revint. Elle apporta une serviette de cuir. La demoiselle l'ouvrit et en sortit une grande feuille de papier blanc. Elle la déplia. Elle se redressa. Le sourire d'une cruelle victoire longtemps désirée déchirait son visage d'oiseau. La voix de la demoiselle siffla :

« Au nom de la ville de Siebenwasser, au nom de la Banque de Darmstadt, nous nous déclarons coupables d'escroqueries, de déloyauté et de trahison, à l'égard d'Ursule Fabricius. Nous avons dé-

FEUILLETON

« ...la grandeur de l'œuvre du Führer : donner un appui solide à une jeunesse qui ne sait où aller... » Les jeunesses hitlériennes défilent. (Ph. Viollet)

---

pouillé Ursule Fabricius de tous ses biens. Nous avons obéi à un Etat qui foulait aux pieds tous les principes humains et chrétiens et qui se vendait au diable. Nous déclarons, devant Dieu et devant tous ceux que nous avons volés, que nous avons trompé le peuple et que nous en étions pleinement conscients. Nous confirmons ceci par un oui, clair et distinct. »

La demoiselle abaissa la feuille. Elle les regarda, triomphante. Ils tenaient la tête baissée. Leurs bras pendaient longs, lourds, sans bouger. Bäuerle retint son souffle. Autour de lui la salle valsait. Alors le conseiller Schrader sortit du rang, lentement. Il alla vers la demoiselle et s'inclina :

« Oui », dit-il.

Derrière lui vint Megerle.

« Oui », dit-il.

Il fit une révérence.

Ursule Fabricius se retenait à la table en tremblant. Le sang avait quitté ses lèvres. Elle leva la main, la darda sur Bäuerle.

« Et tu es témoin », cria-t-elle, sa voix se déchira, un croassement enroué creva ses lèvres. « Tu as vu comme ils se sont abaissés. Ils le font toujours quand ils se sentent pris à la gorge. Aucun peuple ne sait souffrir d'une façon plus impudente que ces Allemands. Ne te fie pas à eux lorsqu'ils se repentent. Ils ont la déloyauté et la félonie dans le sang. Oui, nobles messieurs de Siebenwasser, ce n'est pas seulement la fortune que vous nous avez escroquée, mais aussi notre foi dans la parole donnée, dans la loi, dans les commandements de Dieu, notre foi que vous tournez en dérision chaque fois que vous en avez le pouvoir. »

Ursule Fabricius s'arrêta. Elle tremblait des pieds à la tête. La servante accourut et la soutint.

Elle se ressaisit. Elle parla doucement à Bäuerle, avec une lueur de tendresse sur le visage.

« Voici le contrat de vente. Demain je serai chez le notaire. Demain je vous quitterai. Demain tu l'auras, ma terre natale. Prends-la et délivre les champs de leur stérilité. La terre est bonne ici. Prends-la sans crainte. Tiens-la solidement. Mais reste sur tes gardes, vraiment, toi, reste sur tes gardes ! »

Elle posa le contrat sur la table. Bäuerle vint à elle et lui donna la main.

« Ursule, dit-il, et sa voix devint tendre, Ursule, je t'ai connue quand nous étions encore petits. Tu passais souvent sur la place du marché avec le tilbury. Je m'en souviens très bien. Tu avais une robe de velours avec un col de dentelles blanches. »

La demoiselle resta raide devant Jean-Gaspard. Pas un muscle ne bougeait dans son visage. Dans ses yeux le feu s'éteignit.

« Adieu », dit Ursule Fabricius, « adieu ».

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'hiver pesait lourdement sur Siebenwasser. Peu de neige était tombée cette année-là. Mais l'air craquait sous le gel.

Sur les champs déserts passait un vent glacé. Il mordait à travers les moindres fentes des maisons et repoussait la chaleur dans les poêles.

Par centaines, les bêtes sortaient des bois jusqu'aux abords des villages. Beaucoup crevaient avant d'atteindre les places où on leur avait mis de la nourriture. La terre se fendait sous le froid.

Entre le pont d'en haut et l'autre pont, la glace s'était amoncelée. Les blocs montaient les uns sur les autres, s'entassaient, et les pointes de glace durcies par le vent du Nord atteignaient le parapet de la berge. Une poussière glacée balayait les rues à grands tourbillons. Les bureaux et les usines avaient restreint leurs heures de travail, les écoles étaient fermées, car le feu était impuissant contre le froid.

Une nuit, avec un fracas énorme, la glace s'effondra, la débâcle du fleuve commença. A midi déjà, le vent avait tourné. Un föhn (4) sec et chaud arriva dans la vallée en hurlant. Il s'abattait dans les cheminées et repoussait dans les chambres la fumée piquante. Il arrachait les tuiles et quand vint le soir, grossit en tempête. A Siebenwasser la lumière s'éteignait presque toutes les heures. Des poteaux télégraphiques tombèrent en travers des routes. Le föhn trancha dans la forêt une large percée dévastatrice.

L'effondrement de la glace était accompagné d'un profond grondement. Cela commença au bas de la colline que couronnait Roche-Blanche. Les blocs de glace se mirent en mouvement à grands coups sourds. Des détonations comme d'une batterie en action emplirent la vallée. Deux passerelles de bois s'écroulèrent, tonnantes, une péniche à charbon, prise depuis le début de l'hiver, fut déchiquetée, puis la glace partit d'un bond, en une course frénétique, vers le pont devant Siebenwasser. Là, les blocs s'entassèrent en un énorme barrage. Le parapet fut arraché. Le grondement devenait toujours plus sombre, plus profond. Par-dessus, le föhn sifflait en accords suraigus.

La lutte dura quatre heures pleines. Alors, comme l'aube risquait une mince lumière sur la crête des montagnes, une détonation assourdissante déchira la nuit. Avec un craquement sinistre, la glace sauta en l'air, passa par-dessus le pont et entre les piliers, retomba dans le bouillonnement furieux du fleuve.

Les gens de Siebenwasser avaient cru à un tremblement de terre. Ils s'étaient précipités dans les rues. Enervant, le signal des pompiers résonnait dans le matin commençant. Mais le pont tint terme. Le fleuve était libre. Une chaleur malsaine était arrêtée sur la ville.

Gerhart Träger était assis dans sa petite cuisine. Les tuiles claquaient comme si la mort jouait du tambour sur le toit. Cela durait ainsi depuis trois jours. Hier la cheminée, sur le toit, s'était écroulée. Maintenant le vent se rabattait jusque dans son fourneau. De la suie traversée d'étincelles volait dans la cuisine. La chambre d'habitation était devenue intenable, le föhn s'y abattait à travers la cheminée ouverte et faisait tomber la bûche des chenets. Depuis trois jours Gerhart Träger habitait la cuisine. Il y avait transporté son lit de camp. Il avait placé la table tout à côté du fourneau. La conduite électrique aussi était fichue. La cheminée avait emporté des fils en s'écroulant. La lampe à pétrole suait horriblement et à chaque coup de vent la petite flamme se courbait, apeurée.

Träger avait mis sa vieille vareuse militaire. Elle tenait plus chaud que la chemise des S. A. Dans le village la grippe faisait rage. Il fallait boire du cognac à pleins verres, rien que du cognac. Cela huile le cœur.

Il en remplit un verre à eau. Le föhn avait assailli la maison. Les portes tremblaient. Dans le placard, la vaisselle s'entrechoquait. Des branches venaient voler contre les fenêtres. Dans la cave les vieilles caisses chahutaient. Gerhart Träger enroula, plus serrée, la couverture autour de ses jambes, mit la lampe tout près de son bloc de papier à lettres, se versa un plein verre de cognac dans le corps grelottant et commença :

« Mon cher Hans, je me suis tapi dans la cuisine, pour répondre enfin à tes lettres que dans mon ingratitude j'ai si longtemps laissées sans réponses. Mais maintenant j'ai l'humeur qu'il faut, le föhn hurle autour de la maison, gronde, braille, mugit. Tout à fait le temps qu'il faut à un ancien combattant. Suis bien content que le bon Dieu, lui non plus, ne soit pas un pacifiste. Mais pour en venir tout de suite à tes questions, je veux te dire que je comprends tout cela très bien. La vie n'est pas une rue à sens unique, et seuls les imbéciles ne connaissent pas le doute. Tu n'as donc pas du tout besoin de t'excuser des pensées qui te tourmentent. Cela est bien ainsi, il faut seulement ne pas s'empêtrer dans ses scrupules, sans quoi l'on devient un de ces intellectuels qui font des doutes de leur jeunesse un négoce pour leur âge mûr. Tu sais ce que pense le Führer de ces problèmes de puberté à cheveux gris. Des noix creuses qui voudraient encore être goûtées... Ce qui te tourmente est, bien entendu, un problème spécifiquement allemand. Et tu peux me croire, nous tous dans le parti, nous n'avons pas seulement de la compréhension pour tes scrupules, mais nous t'aiderons aussi chaque fois que nous le pourrons. Tu dois être content que le mouvement et le Führer soient là, car sans eux, livré à toi seul, avec ton intelligence et ta franchise tu finirais peut-être là où beaucoup de splendides garçons de l'avant-guerre ont fini : dans l'anarchie, dans le cynisme, ou dans un précoce et stérile mal du siècle. La grandeur de l'œuvre d'Adolf Hitler réside précisément en ceci : capter tout ce désespoir qui traverse le peuple, donner un appui solide à une jeunesse qui ne sait où aller et qui refuse de prendre le ventre confortable du bourgeois. Mais je te reparlerai de cela.

Tu me demandes : « Que devient la justice ? » Et tu envisages ensuite le problème d'une façon tout à fait concrète et tu me dis : « Il y a quelques mois encore, je croyais que tout ce que disait et faisait le parti était juste et bien. Mais lorsque j'ai lu cette phrase : « des têtes tomberont », une épouvante m'a saisi et je n'ai pu comprendre comment mes camarades du lycée de Hanau pouvaient se réjouir de cette parole. J'ai longtemps réfléchi, sans arriver à une solution. Or, ici dans ma classe j'ai appris à connaître un Juif, un garçon extraordinairement silencieux et fin. Je vais souvent le voir chez lui. Il a une splendide bibliothèque et je puis te le dire, jamais je n'ai entendu quelqu'un parler de nos poètes avec autant de tendresse que lui. Eh bien, ce garçon est-il un sale individu ? Il appartient aux jeunesses ouvrières socialistes, très fortes à Hanau. Un soir il m'a emmené à une petite réunion intime. Je dois l'avouer, Gerhart, ces garçons et ces jeunes filles m'ont vraiment plu. Eux non plus, ne veulent rien savoir de cet Etat. Eux aussi veulent le socialisme. Alors ? Que faut-il penser ? Tous ces gens-là doivent-ils périr si nous sommes victorieux ? Je suis tout à fait désemparé... »

(à suivre)

---

(1) (2) et (3) NdT : en français dans le texte.

(4) Vent tiède du Sud, qui se fait sentir parfois, au printemps surtout, sur la Suisse, l'Alsace et l'Allemagne du Sud. (NdT)

La crise économique de 1923 en Allemagne : des enfants sont rassemblés pour chercher leur ration de nourriture. (Ph. Viollet)

cinéma

BORSALINO and Co

de Jacques Deray

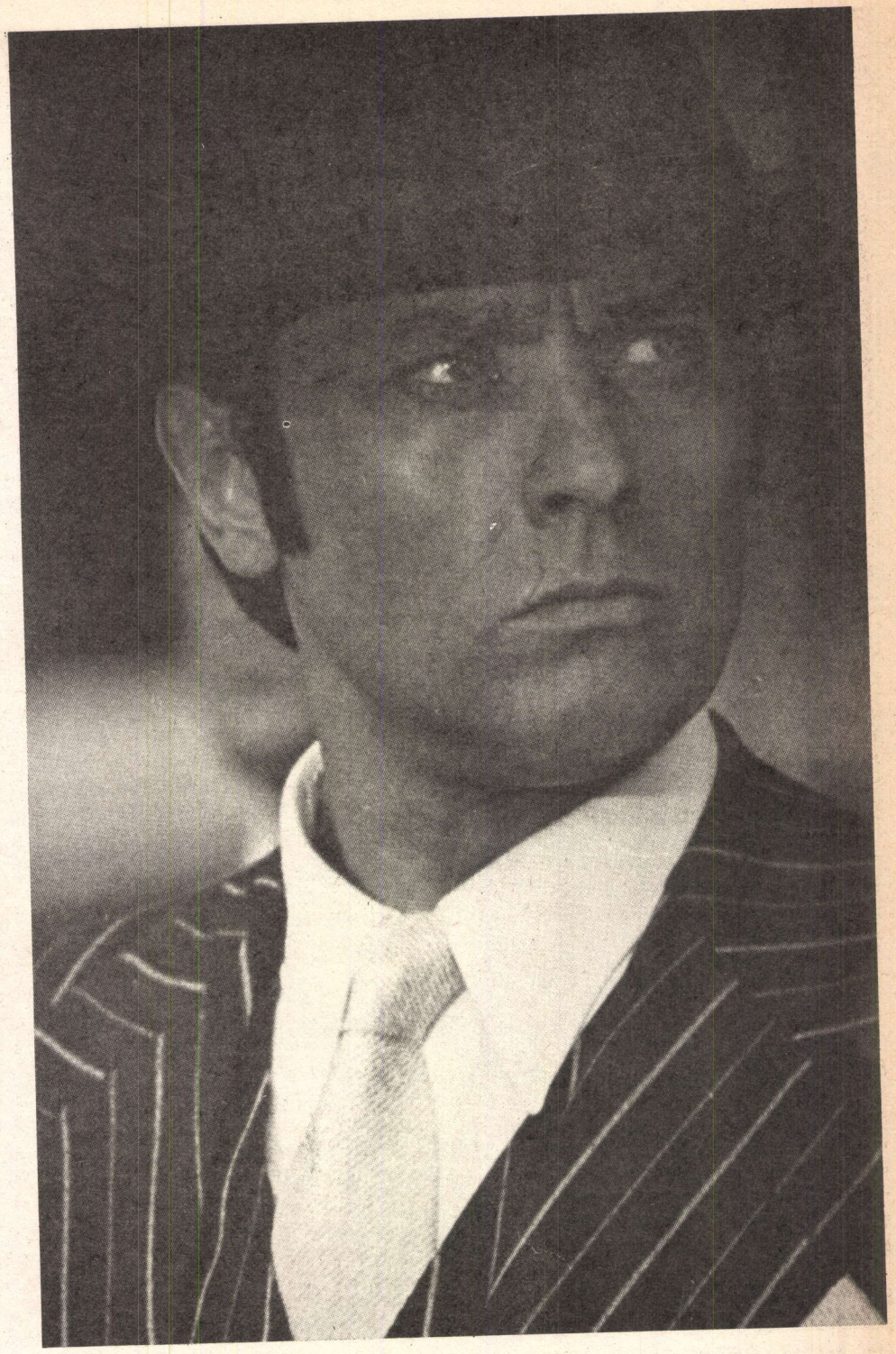
EXPLOITANT le même genre, ce film fait suite au précédent **Borsalino** et reprend l'histoire là où elle s'était arrêtée, à la mort de Belmondo. Delon (ou plutôt le gangster qu'il incarne), resté seul, venge son ami et confrère en gangstérisme. Mais il se retrouve rapidement aux prises avec un dangereux concurrent, autre caïd, qui entend le déloger de l'empire des jeux et des lupanars qu'il s'est taillé à Marseille. La guerre qui se déclenche entre les deux gangsters fait largement usage des méthodes les plus expéditives et Delon, qui garde le dernier mot et qui doit passer aux yeux des spectateurs comme le héros, puisqu'il sort vainqueur de l'aventure, n'est finalement que le plus tenace sinon le plus féroce des deux.

C'est là, somme toute, une histoire assez banale, sur un thème qui revient assez souvent au cinéma, mais qui est cependant bien jouée et bien menée. Et l'on entrevoit le Marseille des années 1930-1938, qui sert de toile de fond à cette histoire mouvementée, un Marseille dans lequel les activités, les sympathies et les liens avec la police de ces truands millionnaires sont brossés sans complaisance.

Entre commissaire de police et chef de gang, on se rend mutuellement service et l'on met en commun ses informations d'autant plus volontiers que — comme le remarque Delon à un moment — l'informateur des uns et des autres est souvent une seule et même personne. Tant que les affaires d'un caïd prospèrent, tout policier qui veut garder sa place se doit d'être aveugle, sourd et muet, et lorsque les commerces peu reluisants du premier prennent l'eau sous les coups d'un rival, il vaut mieux, surtout quand on est commissaire, se tenir à l'écart du règlement de comptes inévitable, dans l'attente de pouvoir féliciter le vainqueur, vivre en bonne entente avec lui et émarger à son budget.

Cela dit, le film, qui se veut la transposition très très libre de l'histoire des gangsters Spirito et Carbone, dénature grossièrement la vérité, en particulier dans une conclusion qui nous montre un romantique départ pour l'Amérique une fois la vengeance assouvie et le rival éliminé. Car si ce dernier nous est présenté comme un trafiquant de drogue doublé d'un enthousiaste sympathisant du régime hitlérien, le film oublie de nous dire que le prétendu héros qu'incarne Delon ne manquera pas, une fois la guerre venue, de mettre ses talents au service de la Gestapo, après les avoir mis, dans la période antérieure, au service des politiciens d'extrême-droite. Et il faut reconnaître que la vérité est autrement plus logique que la conclusion du film qui voudrait nous le montrer vivant l'idylle paisible aux genoux de sa bien-aimée : dans les rangs nazis, il trouvait une tâche à la mesure de ses aptitudes d'assassin et de sinistre crapule.

Lucienne PLAIN.



théâtre 3 pièces

La bande à Glouton

La bande à Glouton, **c'est une troupe d'acteurs qui sont particulièrement doués pour recevoir des coups de pied au derrière, ce qui leur arrive très fréquemment au cours du spectacle. Quant à Glouton, le directeur de la troupe, il picore le texte de ses pièces dans les auteurs célèbres. C'est ainsi qu'il a « emprunté » à Frédérick Lemaître son fameux personnage de bandit brutal et fanfaron : Robert Macaire. Mais en pleine répétition, surgit un homme armé : le véritable Macaire.**

Jacques Fabbri tire tous les effets possibles de cette situation. Il pleut des coups et des calembours, il y a des morts qui ressuscitent. On voit des gendarmes se faire administrer quelques coups de pied bien ajustés. Sans avoir à beaucoup réfléchir, on trouve le spectacle plaisant.

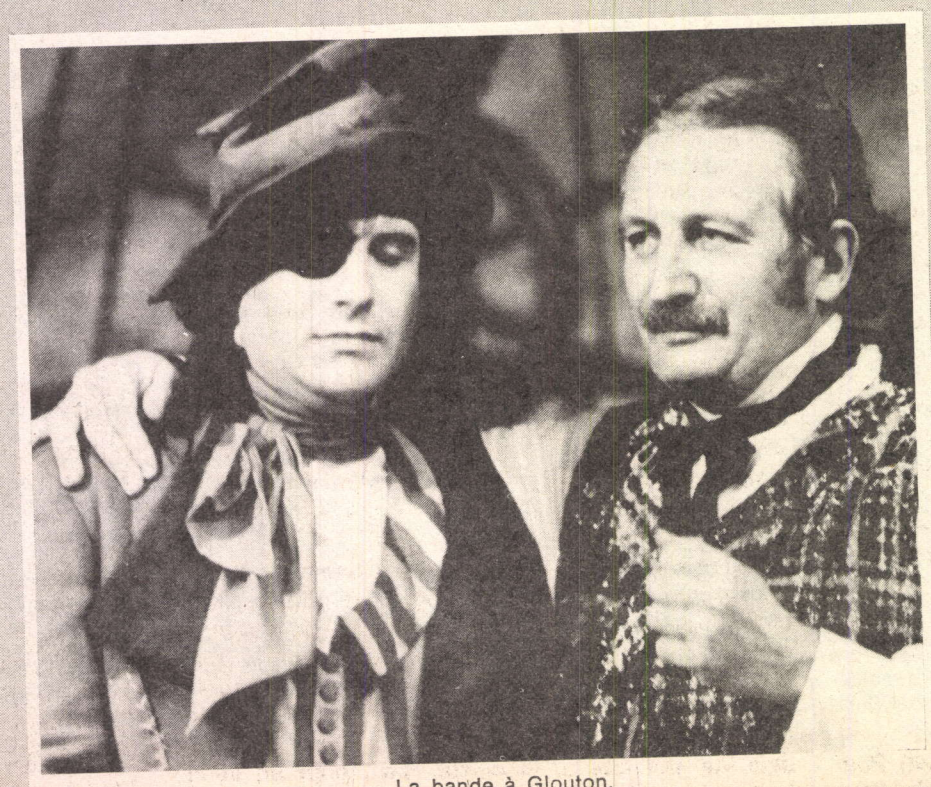
Spectacle de Jacques Fabbri au Théâtre de l'Œuvre. (Places assez chères : 22 F, si on veut voir quelque chose.)

Harold et Maude

Il s'agit là de la mise en scène de la pièce déjà passée à l'écran sous le même titre. Parce qu'il s'ennuie, un jeune garçon passe son temps à imaginer des mises en scène pour ses prétendus suicides. Un jour, il rencontre une vieille dame qui va lui apprendre l'amour de la vie. C'est Maude. Elle atteint 80 ans et ne fréquente les cimetières que pour y faire pousser des fleurs. Mais ce n'est pas si simple, il faut ruser avec les gardiens et la police — Maude se joue des autorités avec une tranquillité insolente. En quelques jours, Harold découvre à ses côtés une autre vie, une vie débarrassée de préjugés, avec ses joies et aussi ses peines.

C'est un spectacle très simple mais riche d'émotion et plein d'humour. Madeleine Renaud incarne le personnage de Maude à la perfection.

Théâtre de la gare d'Orsay (Renaud-Barrault). Pièce de C. Higgins - Chanson de Guy Béart. (On peut prendre les places les moins chères à 15 F, car on voit très bien de partout.)



La bande à Glouton.

La nostalgie camarade

Dans les profondeurs d'un théâtre, une ancienne habilleuse, un machiniste et leurs camarades vivent les derniers moments qui précèdent l'expulsion : le théâtre va être démoli — il a été racheté par des promoteurs.

L'actualité du sujet aurait pu en faire une pièce très vivante. Ce n'est pas le cas et l'on s'ennuie beaucoup car l'auteur, fuyant peut-être des propos trop brûlants, s'égare dans une forêt de symboles. Le spectateur s'y perd et ne pense bientôt plus qu'à trouver le plus vite possible... la porte de sortie.

Yvette BLONDIN.

Une pièce de François Billetdoux au Théâtre de l'Odéon.

ETHIOPIE

Après la chute du despote, l'heure des militaires

SOIXANTE hauts dignitaires de l'ancien régime impérial du Négus ont donc été exécutés le 23 novembre, sur les ordres de ce conseil militaire composé de quelques dizaines d'officiers subalternes qui, lorsqu'ils commencèrent à s'installer au pouvoir en février dernier, vantèrent les mérites de la « révolution tranquille ».

Il ne s'agit pas de pleurer sur les défunts représentants d'une caste féodale archi-réactionnaire, qui partageaient avec l'Eglise et la famille impériale 90 % des terres du pays, maintenaient la population paysanne dans un état de misère effroyable et étaient les premiers responsables des famines chroniques qui déciment l'un des peuples les plus misérables du globe.

Laissons aux hypocrites du monde entier le soin de s'indigner, d'exprimer, à l'exemple de l'organe du Vatican, **l'Osservatore Romano,** leur « stupeur » et leur « détresse » à l'annonce des soixante exécutions. Ces bonnes âmes n'ont pas eu la même sensibilité exacerbée à l'égard des 300.000 paysans des provinces du Wollo et du Tigré morts de faim l'année dernière ; ni à l'égard des 250.000 réfugiés érythréens chassés de leurs villages par les bombardements au napalm de l'armée du Roi des Rois en 1967, parqués depuis dans des camps au Soudan, réduits à la famine et voués à une mort lente depuis qu'en 1973 l'UNRWA a cessé de leur faire parvenir ses secours en nature.

Le sort que viennent de subir les membres de cette cour anarchronique égarée en plein XX^e^ siècle et qui n'a pu se maintenir jusque-là que grâce au soutien et aux subsides de l'impérialisme, n'est, après tout, qu'un faible reflet de la barbarie sur laquelle ils asseyaient leur propre domination.

Mais si, après la destitution d'Haïlé Sélassié en septembre dernier, les présentes exécutions massives mettent une dernière touche sanglante à l'effondrement du régime féodal, elles n'en expriment pas pour autant une quelconque violence révolutionnaire et inaugurent encore moins un régime appuyé sur les aspirations des masses éthiopiennes, bien au contraire. La liquidation du régime féodal d'Haïlé Sélassié a pris la forme d'un règlement de comptes entre les anciennes couches dirigeantes et l'armée qui, seul corps politique constitué dans ce pays sous-développé, a cristallisé en son sein les aspirations de la petite-bourgeoisie nationale. Et ce règlement de comptes s'est déroulé totalement derrière le dos du peuple éthiopien. Depuis des mois les différentes cliques militaires candidates au pouvoir luttent sourdement entre elles pour sa conquête. C'est apparemment la fraction la plus « dure » de l'armée qui en sort pour l'instant vainqueur, ayant liquidé le général Aman Andom qui faisait figure d'un Spinola éthiopien en lequel l'impérialisme américain voyait sans doute l'interlocuteur modéré acceptable du nouveau régime. Les Etats-Unis ont d'ailleurs réagi immédiatement à l'annonce de sa mort en suspendant leur aide militaire et financière à Addis-Abéba, qui recevait jusqu'alors plus de la moitié de l'aide que les Etats-Unis accordaient aux Etats africains !

Il y a deux mois, l'autocrate fut déposé dans l'indifférence générale, comme une pomme pourrie depuis trop longtemps qu'il suffit d'effleurer du doigt pour faire tomber. Le souverain ayant perdu tout crédit, dans toutes les couches de la population personne ne lui manifesta son soutien, comme personne d'ailleurs ne manifesta son soutien actif aux militaires. Mais aujourd'hui, c'est dans une indifférence glacée et empreinte de crainte qu'a été accueillie par la population d'Addis-Abéba la liquidation des anciens dignitaires, qui étaient pourtant tellement honnis.

Haïlé Sélassié destitué. Aman Andom exécuté... la révolution s'achève en putsch militaire. (Ph. AFP)

Le coup d'Etat des militaires, installés prudemment depuis neuf mois au pouvoir, composant d'abord avec circonspection avec l'empereur et ses protégés, arrive aujourd'hui à son terme. Seulement, il y a neuf mois, c'est devant les manifestations des étudiants et des chômeurs, les grèves ouvrières, les jacqueries de paysans qui s'attaquaient aux propriétés des « Ras » (les propriétaires féodaux), que l'autocrate s'empressait de faire des concessions aux militaires qui avaient pris la direction des mutineries. Mais cette armée « contestataire », qui représentait les intérêts d'une bourgeoisie très faible et timorée à la base sociale extrêmement étroite, tout en voulant se débarrasser de la clique féodale, ne voulut surtout aucun débordement populaire. Dès le mois de février 1974, elle prend violemment position contre les manifestations étudiantes et ouvrières à la faveur desquelles elle avait pu goûter au pouvoir et continue à se faire l'artisan de la répression. C'est ainsi que les « capitaines » éthiopiens de la « révolution tranquille » (ainsi que les journalistes l'avaient qualifiée), reprennent à leur compte la sale guerre impériale menée contre le peuple d'Erythrée, en lutte depuis plus de dix ans pour son indépendance, grâce à l'aide militaire des Etats-Unis et d'Israël.

Et le nouveau régime a aujourd'hui tout autant que l'ancien la hantise de l'intervention des masses populaires sur la scène politique. La « révolution tranquille » des officiers subalternes éthiopiens s'achève dans un putsch classique. Et la terreur à l'égard de quelques dizaines d'anciens despotes est celle d'une armée de répression qui montre qu'elle est prête à utiliser les mêmes méthodes à l'égard de toute velléité contestataire de la part de la population étudiante, ouvrière ou paysanne. Et c'est pourquoi ce nouveau régime, quel que soit le déroulement des événements, n'est certes pas celui qui sera capable de répondre aux aspirations des masses opprimées d'Ethiopie.

H.C.

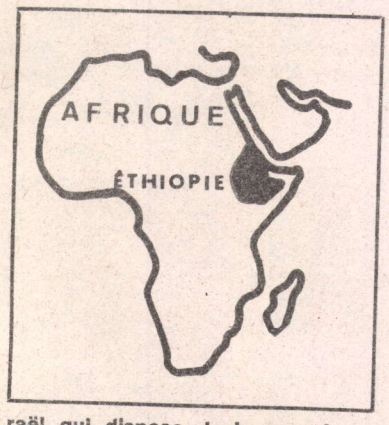
Sous le régime des militaires, la guerre contre le peuple d'Erythrée continue toujours

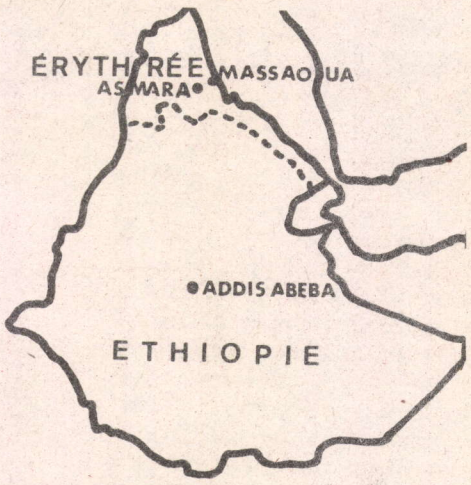
DEPUIS 1960, le gouvernement éthiopien consacre les deux tiers de son budget à mener une guerre sans merci au peuple d'Erythrée en lutte pour son indépendance. Mais en 1973, l'armée éthiopienne, équipée en armements ultra-modernes par l'impérialisme américain, Israël... et le Shah d'Iran, subit un certain nombre de revers que lui infligent les FLP (Forces de Libération Populaires). Entre décembre 1973 et février 1974, la deuxième division stationnée en Ethiopie perd plusieurs centaines de soldats. Et ce n'est pas par hasard si ce sont les sous-officiers et les hommes de troupe des forces d'occupation éthiopiennes en Erythrée qui se mutinent les premiers en février 1974. Dans les casernes, les soldats et les sous-officiers ne veulent plus risquer leur vie pour cette guerre dont ils ne comprennent pas les motifs et qui n'en finit pas. Au départ, les hommes de troupe veulent surtout une augmentation de leur solde, s'inquiètent du sort de leurs familles livrées à la famine. Cette guerre contre un peuple de trois millions d'habitants a eu un rôle important dans la dislocation du régime impérial, au même titre que la terrible famine de 1973.

Et si elle a été l'un des facteurs déterminants des mutineries dans les casernes, elle est aussi l'un des enjeux actuels des derniers règlements de comptes au sein de l'armée, puisque le prétexte de l'élimination du général Andom (d'origine érythréenne) aurait été son attitude plus modérée et plus conciliante à l'égard des insurgés d'Erythrée, alors que le comité de coordination militaire aurait choisi d'intervenir massivement, par l'envoi de plus forts contingents de troupes.

La colonisation de l'Ethiopie remonte à plus de vingt ans. En 1950, l'ONU, sous la pression des Etats-Unis pour qui l'Ethiopie est un point stratégique important, vote la fédération de l'Erythrée à l'Ethiopie. Cette « fédération » ressemble très vite à une annexion. La police érythréenne est dissoute. La langue Ahmara (de la minorité ethnique dominante en Ethiopie) est imposée dans les écoles. Les partis qui prônent l'indépendance sont interdits. Le drapeau érythréen est interdit. En 1960, le gouvernement est dissout et en 1962 l'Erythrée devient une simple province de l'Empire. Mais la résistance à l'annexion a déjà commencé. En 1960, le FLE (Front de Libération de l'Erythrée) est formé et, en 1961, l'armée de libération organise sa première embuscade. L'insurrection se développe rapidement. Pour contrer les guérilleros, l'empereur doit envoyer 6.000 soldats d'élite dans « sa » province.

Pour lutter contre la rébellion, le Négus dispose du soutien militaire américain (dont la base « Kagnew Station », installée à Asmara, est la cinquième base militaire américaine en dehors des USA et dont la septième flotte mouille en permanence dans le port de Massouah) et fait appel à l'Etat d'Israël qui dispose de bases aéro-navales sur l'archipel érythréen de Dahlak, au large de la Mer Rouge. Ce sont aussi des officiers sionistes qui dirigent l'école militaire de Décémaré et y forment les « commandos » antiguérilla.





L'armée d'occupation s'en prend dès lors systématiquement à la population civile qui compterait quelques 50.000 morts. Les prisons sont pleines. Un millier de villages ont été rasés. Les bombardements au napalm de 1967 chassent 250.000 Erythréens à l'étranger. A l'intérieur, les paysans sont parqués dans des camps de concentration baptisés par l'occupant « villages fortifiés ».

Mais, aujourd'hui, les deux tiers du pays, essentiellement des zones rurales, sont tenus par les insurgés. Après treize ans de lutte armée, après les durs revers de l'hiver 1973-1974, la presse impériale a commencé à parler de « stopper le bain de sang » et à évoquer un « règlement » des problèmes par le « dialogue », pour la seule raison que la lutte du peuple érythréen pour son indépendance l'y a contrainte.

Mais cette sale guerre continue toujours sous le nouveau régime des militaires. Et il n'est pas dit qu'à l'égard du peuple érythréen, pas plus qu'à l'égard du peuple éthiopien lui-même, ils aient une politique plus démocratique que l'empereur déchu.

H.C.